

889/33

LE FOYER DE L'INSURRECTION

Comune di Padova
Sistema Bibliotecario

ALF - SLD

Sez. 4

Sottosez.

Serie


Sottos. 7

Unità 118

PUV 55

88

V. B. 11/219

Textes sur le salaire pour le travail ménager
Collectif L'Insoumise - Genève 

Textes italiens, anglais et américains traduits de l'original
par le Collectif L'Insoumise

Photos: Collectif L'Insoumise
R. Nissim, Nouvel Observateur

1977 Collectif L'Insoumise, MLF, cp 111, 1227 Carouge, Suisse

AVANT-PROPOS

Tous ces textes traitent du même thème: le salaire pour le travail ménager. Pour en faciliter la lecture, nous les avons regroupés par provenance. Car même si les ménagères se retrouvent toutes, de l'Allemagne à l'Italie du Sud et de la France aux Etats-Unis, à lutter contre le travail ménager, elles pensent et pratiquent ce refus dans des termes fort différents et très marqués par les conditions socio-économiques du pays où elles vivent.

Nous avons choisi de publier ces textes parce qu'ils nous ont été utiles. Au départ, c'est pour notre propre usage que nous les avons traduits, et non pas pour "faire un livre". Il ne faut donc pas chercher dans les trois parties principales de ce livre une étude synthétique ou représentative du mouvement des femmes en lutte pour le salaire ménager en Italie, en Angleterre, aux Etats-Unis, au Canada ou en France. Pourtant, ces textes sont tous nés du mouvement, et ils ont été écrits par des femmes engagées dans des luttes, même s'il s'agit pour beaucoup de textes "théoriques", c'est-à-dire d'autre chose que de témoignages ou d'analyses d'une lutte particulière.

En France, où cette perspective du salaire pour le travail ménager est peu connue et souvent mal interprétée, ou même confondue à tort avec le "salaire maternel", nous pensons que ce livre aura sûrement son utilité.

Ce livre n'est donc ni un testament (ce n'est pas notre dernier

Reproduction et émigration

De Mariarosa Dalla Costa,*
tiré de la seconde édition du livre *L'operaio mutinazionale*,
Feltrinelli, Milan, 1974; traduit à Genève, décembre 1974

I. Introduction.

II. Avec la guerre et l'après-guerre, le rapport entre production et reproduction, dans "l'équilibre" lié à des zones géographiquement déterminées et à des niveaux de communautés déterminés, se rompt.

III. L'émigration se greffe sur cette rupture, mais elle catalyse et, dans certaines zones, amplifie des processus d'autonomie des femmes déjà actifs.

IV. Les années Soixante approfondissent les lignes tracées par les processus précédents. La jeune classe ouvrière est l'enfant du refus, de la rébellion, des luttes des femmes.

V. Après 1968, les années 70. Les femmes entament la négociation sur la reproduction. Quand la communauté d'émigrés ne se reproduit plus.

* Cet article est paru aussi avec l'article "La famille: vers la reconstruction", dans le livre "Brutto Ciao" (Mariarosa Dalla Costa, Leopoldina Fortunati), Edizioni delle Donne, Roma, 1977.

I. INTRODUCTION

1. C'est au moins depuis la fin du XIX^{ème} siècle que, sous la question apparente de l'*optimal size of population*, la dimension optimale de la population, l'économie politique se pose en réalité le problème de la domination de l'Etat sur les taux de fertilité et de natalité (ndt) dans le but d'étendre ou de comprimer le marché du travail, le problème de l'*optimal size of the State* et, du même coup, celui des guerres impérialistes avec leur lourd prix de "chair à canon".

C'est justement au cours du XIX^{ème} siècle que le taux de natalité commence à fléchir dans tous les pays européens, excepté en France, où une telle diminution avait déjà commencé dans le dernier quart du XVIII^{ème} siècle.

L'autre aspect du problème était que l'*accroissement de la population* progressait, à l'intérieur de certaines limites, en raison inverse de son bien-être, et si cette constatation (1), d'une part, affaiblissait les alarmes malthusiennes de surpopulation, d'autre part, elle affaiblissait aussi les espérances du gouvernement d'un développement toujours garanti par une reproduction adéquate de force de travail.

Nous avons dit: domination de l'Etat sur les taux de fertilité et de natalité, ce qui signifie tout d'abord *domination de l'Etat* sur le *destin de la femme*, sur sa possibilité plus ou moins grande d'être "individu social", et non pas simple appendice à un plan étatique de développement ou de stagnation économique.

L'Etat se préoccupe de l'écart entre taux de fertilité et taux de natalité seulement quand le second est jugé trop *bas*. Et alors, sa réponse est l'abolition de tous les moyens contraceptifs ainsi que des pratiques abortives. En ce sens, mais seulement à l'intérieur de ce qu'étaient les frontières nationales de l'Allemagne hitlérienne et de l'Italie mussolinienne, en excluant leurs colonies, le nazisme et le fascisme ont été des cas typiques. Mais l'Etat néglige un tel écart quand le taux de natalité est jugé suffisant, c'est-à-dire que l'Etat est violemment indifférent, qu'il ignore le fait que la femme avorte et comment elle avorte.

Il n'est pas utile ici de récapituler les variables indépendantes qui modifient l'attitude de l'Etat. Il faut plutôt remarquer que l'intérêt de l'Etat à modifier le taux de natalité — et, par conséquent, celui de fertilité — varie dans le temps et dans l'espace et — ce qui est plus important — varie aussi à l'intérieur d'une continuité de régime.

Note de lecture:
pour faciliter la lecture de ce texte, nous reportons à la page 82 les notes s'y rapportant

L'histoire démographique de l'URSS après 1917 et des pays de l'Est européen après 1945 est une oscillation continue entre une permissivité extrême et un contrôle très rigide (2).

Malgré l'initiative de stimulations matérielles, le taux de natalité reste en deçà de l'attente des planificateurs, spécialement dans la zone-clé, l'URSS. Et, comme nous le vérifierons plus en détail, cela se vérifie aussi dans la zone de l'Europe occidentale, qui nous intéresse ici de plus près.

Comment interpréter la résistance des femmes à s'adapter à la planification? A notre avis, on peut l'interpréter très simplement comme extranéité des femmes au bien commun, comme on l'appelle, où, par bien commun, on entend un taux planifié de croissance économique qui les maintient nécessairement enchaînées à de longues heures de travail, surtout à l'usine ou au bureau comme dans l'Est européen, ou à la maison et à la campagne comme dans les pays de l'Ouest.

Dans son remarquable ouvrage, *World Revolution and Family Patterns* (3), le sociologue américain William J. Goode soutient que "le changement important ne consiste pas dans le fait que le taux de natalité soit tombé pendant la dernière génération. La diminution avait commencé en France dans le dernier quart du XVIIIème siècle, aux Etats-Unis au début du XIXème siècle, avant 1875 en Angleterre et probablement en Suède et en Belgique. Le changement consiste plutôt dans l'acceptation générale de l'opinion que mari et femme puissent contrôler le nombre de leurs enfants — s'ils le désirent. Il s'ensuit que soit la diminution soit l'accroissement peuvent avoir lieu plus rapidement que par le passé, se réajustant très vite aux modifications de la situation de la vie, parmi lesquelles la prospérité ou la guerre, ou l'expérience particulière de couches spéciales de la population" (4).

Nous pouvons dire que le contrôle du nombre des enfants, non pas tant généralement de la part de la famille, mais plus spécifiquement de la part de la femme, s'est renforcé — et il ne pouvait en être autrement — justement parce que, guerre après guerre, l'Etat retombait dans des crises de crédibilité toujours plus profondes aux yeux de la femme et de l'homme "du commun". Si à cela on ajoute la vive réaction des parents à la perspective de ne pouvoir donner aucun autre destin à leurs enfants que celui de l'usine, chacun comprend aisément que l'attitude des femmes face à la politique démographique de l'Etat va désormais au-delà de la méfiance: il s'agit d'une extranéité d'intérêt pure et simple, d'autant plus manifeste dans les pays où l'Etat veut encore rester garant de hauts taux de fertilité et de natalité, comme c'est le cas en Italie. Chacun comprend aisément comment la classe capita-

liste en Italie a particulièrement tiré avantage de l'accroissement démographique italien même à travers le régime fasciste. On peut dire tranquillement que si les femmes se sont soustraites à l'ordre démographique mussolinien, elles l'ont fait malgré et contre les lois de l'Etat et de l'église: l'accroissement de la natalité a été relativement restreint (5) et les avortements ont continué sous le régime et par la suite par dizaines de millions.

C'est justement dans les années Cinquante que la génération du foyer mussolinien sort de l'adolescence. Et où allait être menée la masse de cette génération? Des campagnes du Nord et de tout le Sud, vers le triangle industriel et l'Europe centrale. Il n'y a aucun doute que la fourniture plus ou moins grande de la force de travail de la part du gouvernement italien aux gouvernements allemand et suisse, déjà dans les années 50, constituait pour la classe dirigeante italienne un levier de pouvoir et de force contractuelle face à ses partenaires étrangers.

Mais posons-nous la question: quelles conclusions devaient tirer les femmes, et en particulier celles du Sud, face à un Etat qui force le flux de la force de travail vers l'étranger?

N'y a-t-il vraiment aucune continuité avec le flux — certainement volontaire autant qu'il peut l'être dans une Italie tourmentée par le chômage — de la force de travail vers l'Allemagne dans la période 1939 - 42, flux décidé au niveau des chefs d'Etat? (6)

Comme on le voit, le non des femmes italiennes à la coercition de l'Etat a des motifs fondés qui viennent de loin et qui vont loin.

2. Au-delà du cas italien et plus généralement, nous chercherons à mettre en lumière que la formation au niveau européen d'une classe ouvrière multinationale a son revers dans l'histoire des femmes comme section de classe qui, particulièrement à partir de la guerre, commence à montrer de manière toujours plus homogène et élargie sa spécificité de mouvement. En conséquence, la qualité nouvelle dans le pouvoir politique que cette classe exprime doit être caractérisée et définie précisément à partir des processus d'autonomie que les différentes sections de classe, surtout la section féminine, ont amorcés à l'intérieur de la classe même.

Tout d'abord, le refus de la procréation.

En particulier dans la seconde moitié des années Soixante (7), le fléchissement du taux de natalité ressort de manière évidente dans tous les pays européens, et il ne découle pas essentiellement de la diffusion de moyens contraceptifs (8).

En particulier, la natalité tombe dans les classes où, auparavant, on contrôlait le plus difficilement la fécondité (9). Les femmes réussissent d'autant plus à refuser le commandement de l'Etat qui

incite à la procréation qu'elles arrivent mieux à se soustraire aux différents pouvoirs familiaux : celui des anciens, du mari, des fils.

Et cela se vérifie de façon plus ou moins développée dans les pays où les emplois féminins salariés sont nombreux ou rares, dans les pays d'émigration ou d'immigration, de la part des femmes indigènes ou immigrées.

La *famille*, comme lieu de travail gratuit et de dépendance personnelle, est le terrain principal sur lequel la résistance des femmes réussit progressivement à se massifier et à s'organiser.

Plus les femmes réussissent à se libérer des contraintes familiales, plus elles réussissent à *s'émanciper de conditions de vie retardées*, de celles de la campagne en particulier.

a) Mais, dans le processus d'émancipation des différents pouvoirs familiaux, le passage de la famille paysanne patriarcale à la famille urbaine nucléaire marque aussi le *passage à une gestion différente du salaire de la part de la femme* (10), plus en faveur de ses enfants qu'en la sienne.

Du fait qu'elle vit de moins en moins à l'intérieur de la famille paysanne patriarcale, la femme dépend aussi moins des anciens. Son pouvoir sur le salaire familial s'accroît, et au lieu de mettre de côté ce salaire comme l'auraient voulu les anciens, elle va le dépenser comme bon lui semble. C'est-à-dire qu'elle le dépensera essentiellement pour élever le niveau de vie de ses enfants.

Ce seront des enfants élevés avec les aliments homogénéisés, habitués à la possibilité de se procurer cigarettes, cassettes et magnétophones.

Et cela, surtout dans des zones d'un certain niveau d'industrialisation. En revanche, là où cela n'est pas possible, comme dans l'Italie du Sud, la *lutte des femmes restées seules* à cause de l'émigration, lutte portant directement sur leurs intérêts propres, comme les conditions du quartier, l'eau, le lieu de travail, etc., *catalyse la lutte des jeunes* pour un certain niveau de vie à tout prix. C'est dans ce sens que nous interprétons l'étendue de la "délinquance juvénile" et de "phénomènes" analogues dans le Sud.

De toute manière, ce que l'on veut relever dans un cas comme dans l'autre, c'est que le processus d'autonomie des femmes, plus ou moins dirigé immédiatement vers l'amélioration de la qualité de leur vie ou de celle de leurs enfants, détermine un nouveau type de génération, une nouvelle classe ouvrière, un nouveau niveau de lutte.

C'est-à-dire que les femmes qui sont toujours moins intéressées au mariage tout court, qui font moins d'enfants, qui cherchent par tous les moyens à élever le niveau de vie de la nouvelle génération

et de la leur, *tout cela nous le retrouverons dans les luttes d'usine* : ce sont les jeunes ouvriers, émigrés ou non, "qui pensent moins au mariage" (parce qu'il y a déjà des *femmes* qui y pensent beaucoup moins) (11), qui toujours plus rarement sont pères d'un grand nombre d'enfants, qui *déjà sont habitués à lutter à tout prix* là où le salaire familial ne garantit pas un certain niveau de vie.

Il est clair que les femmes ont réussi, dans certains pays mieux que dans d'autres, à refuser la procréation et à élever le niveau de vie de leurs enfants.

Dans des pays comme la France, l'Allemagne, la Suisse, cela veut dire que la classe ouvrière réussit à atteindre des salaires très élevés; la main-d'oeuvre manque, et en même temps, elle est habituée à bien vivre. Dans d'autres régions, comme l'Italie du Sud, la Péninsule Ibérique, le Maghreb, la Turquie, etc., les femmes réussissent moins à contrôler leurs naissances ou à élever le niveau de vie de leurs enfants.

Le *capital européen* qui cherche à acheter les enfants du "sous-développement" moins cher que les enfants du "développement", en tentant d'utiliser les uns contre les autres, avance en réalité toujours plus sur un *terrain d'affrontement avec les femmes, avec le niveau de leur lutte, avec la valeur de leur travail*.

b) Alors, cette *utilisation de l'émigration* en tant que tentative de réintégrer la classe ouvrière en termes quantitatifs et qualitatifs, c'est-à-dire comme classe large et disciplinée à souhait, est la *réponse de l'Etat au refus des femmes face à la procréation*, avec tout ce qu'un tel *refus présuppose* en tant que processus de lutte et d'instauration de rapports nouveaux à l'intérieur de la classe. La classe ouvrière multinationale européenne est directement l'image de tout cela.

Nous avons dit que les années d'après-guerre sont pour les femmes, au niveau européen, des années de lutte, de refus de la campagne avec son horaire sans fin dans le maison et dans les champs, de la famille paysanne patriarcale avec son pouvoir exercé par les hommes et les anciens, du village avec sa réalité d'isolement et en proie à l'envahissement ecclésiastique.

Les variantes qu'on retrouve, dans les pays à niveau plus ou moins élevé d'industrialisation, d'emploi féminin salarié, d'abandon généralisé des campagnes, d'immigration ou d'émigration, ne contredisent pas la poussée que les femmes expriment, de manière toujours plus homogène, vers la libération de dépendances personnelles, de manque d'argent à soi, d'horaires de travail longs et indéterminés.

Et il est assez facile de remarquer le rapport qui lie l'insubordi-

nation des mères, des épouses et des filles à partir du lieu de travail non salarié, la famille, à l'insubordination des hommes et des femmes dans les lieux de travail salarié.

Dans le cadre de l'*Europe occidentale*, l'utilisation de l'*émigration* est la réponse à la lutte qui, avec des qualités nouvelles et avec un rapport plus subversif, émerge dans ces deux endroits.

Dans la mesure où le *refus de la procréation* est une *conquête obtenue* à travers une *suite de luttes* qui définissent un nouveau rapport à l'intérieur de la classe, entre hommes et femmes, entre le lieu de travail non salarié et le lieu de travail salarié, l'utilisation de l'*émigration* est la *contre-offensive de l'Etat* face au refus des femmes de procréer. Et cela, non seulement parce que l'*émigration* tend à réintégrer la natalité ouvrière (ndt) tout court – comme nous l'avons déjà dit, pour reconstituer une classe large et disciplinée à souhait: mais justement parce qu'elle *tend à décomposer tout le processus* que le refus de la procréation a eu après soi comme *processus de lutte et de définition de rapports nouveaux à l'intérieur de la classe*:

a) l'*émigration* atteint non seulement l'individu qui est détaché de la communauté et du réseau d'organisations qu'elle constitue, mais elle atteint la *communauté elle-même, et en premier lieu la femme*, soutien de la communauté toute entière, privée alors de l'anneau organisationnel constitué par la force de travail plus jeune et indépendante;

b) avec l'*émigration*, la force de travail des "zones les plus retardées" est utilisée contre la force de travail des "zones les plus avancées". Mais cela n'implique pas seulement l'utilisation de la jeune force de travail émigrée – dans un moment qui est encore celui de la séparation, et non celui de la recomposition politique – contre la force de travail locale qui a déjà développé des niveaux de recomposition plus élevés. Cela touche aussi les "*femmes des communautés les plus retardées*", c'est-à-dire là où les femmes ont lutté le plus difficilement et avec les résultats les plus faibles. Cette faiblesse est utilisée contre le niveau de lutte des femmes dans les "*communautés les plus avancées*", c'est-à-dire là où les femmes ont déjà atteint des niveaux de pouvoir plus élevés;

c) dans la *métropole d'arrivée, chaque nouvelle vague d'émigration ralentit* dans le temps et dans l'espace le processus de recomposition des femmes des diverses couches d'immigrés et le processus de recomposition entre femmes émigrées et femmes indigènes. C'est encore une déchirure dans le tissu qui va du travail à la maison au travail à l'usine, du travail de la reproduction au travail de la production;

d) pour toutes les raisons que nous avons énumérées, à travers

l'*émigration*, ce sont encore les *femmes qui sont touchées directement dans le lieu de travail extérieur* à la maison, dans le lieu de travail salarié, là où on préfère employer des hommes aux femmes.

3. Cette préférence pour les émigrés mâles semblerait, particulièrement après 1968, et dans le cours des années 70, subir des exceptions: nous assistons à des immixtions de femmes émigrées dans des *secteurs* comme celui de la *mécanique*, de l'*automobile* et de la *chimie*.

Comment interpréter ces immixtions de femmes? Peut-on les interpréter comme l'instauration d'une contre-tendance à l'intérieur du capital – les femmes émigrées à la place des émigrés mâles – dans des secteurs-clés tels que ceux sus-mentionnés? Et, plus généralement, ces immixtions peuvent-elles être prises comme *indices* d'une contre-tendance à un emploi extérieur féminin que les différents réformistes voudraient faire passer et sur lequel ils invitent les femmes à se battre?

Comme nous verrons dans le cours de ces pages dont les thèmes de fond ont été brièvement anticipés ci-dessus, les conclusions qu'on peut en tirer sembleraient plutôt différentes.

Dans les secteurs de l'automobile, de la mécanique et de la chimie, l'immixtion des femmes a lieu aux niveaux les plus déqualifiés, et elle apparaît comme une tentative pour mâter la combativité des couches émigrées les plus récentes. Mais en même temps, comme nous l'avons indiqué et comme nous le verrons de manière plus articulée dans ce qui suit, l'autonomie des femmes a déjà déterminé un rapport critique entre femmes et capital, entre femmes et Etat, en liaison avec un taux planifié de croissance économique qui doit être soutenu par des niveaux de reproduction adéquats, ce qui signifie des niveaux adéquats de procréation et de travail ménager soutenant une telle procréation. De plus en plus, tout cela a provoqué un moment critique du développement non seulement en Europe occidentale, mais, comme nous l'indiquions, en Europe de l'Est aussi. Et nous pourrions ajouter sans aucun doute, au niveau mondial (12). Nous avons aussi indiqué la complexité des luttes que sous-tend le refus des femmes à procréer et, plus généralement, le refus des femmes à payer les coûts de la reproduction. Nous avons indiqué comment ce refus détermine un nouveau niveau de pouvoir à l'intérieur de la classe, surtout pour les femmes, mais aussi, tout spécialement, pour les générations de jeunes qui dépendent du travail des femmes et qui sont soutenus par le travail des femmes.

Si nous avons postulé tout ce qui a été dit ci-dessus, et de telles hypothèses ne sont pas gratuites, c'est que tout cela est aussi le

cadre dans lequel se pose le problème de la signification de l'im-mixion des femmes dans les secteurs sus-mentionnés. Avant tout:

a) quel type de puissance peut avoir la tentative du capital de plier, à l'aide des femmes mêmes, *l'insubordination des couches les plus récentes*, qui ont souvent déjà incorporé l'insubordination des femmes de la communauté dont elles proviennent?

b) dans quelle mesure cette utilisation des femmes peut-elle compter sur la *traditionnelle faiblesse* politique des femmes à l'usine, si les femmes ont déjà commencé la lutte au dehors?

c) quelle ampleur peut prendre l'emploi des femmes à l'usine juste au moment où il faut solliciter de leur part des fonctions reproductrices qu'elles ont appris à refuser de manière irréversible quand le ménage, l'usine, le bureau, la qualité de la vie dans son ensemble leur coûtait trop de peine.

Les hypothèses que nous avons formulées ci-dessus et que nous essaierons de développer, même si ce n'est que brièvement pour le moment, dans les pages suivantes, définissent aussi, à notre avis, le cadre dans lequel poser l'autre problème. C'est-à-dire le problème de "l'emploi féminin", débattu aujourd'hui plus que jamais par les politiciens qui prétendent répondre à l'émergence internationale du Mouvement Féministe.

A la lumière de telles hypothèses, il ne nous semble pas que la possibilité d'une contre-tendance de la part du capital dans la structure de l'emploi féminin puisse découler des immixions de femmes dans les forteresses masculines de la mécanique, de l'automobile et de la chimie. Ce qui veut dire, en d'autres termes, que la tendance — comme prétendraient certains — à abolir la séparation entre marché du travail masculin et féminin ne nous semble pas plus pouvoir découler de telles immixions. Mais, et ce n'est pas un hasard, ceux qui voient aujourd'hui dans "l'usine mixte" la possibilité d'abolir de telles séparations, ne voyaient même pas, hier, que la séparation existait.

II. AVEC LA GUERRE ET L'APRES-GUERRE, LE RAPPORT ENTRE PRODUCTION ET REPRODUCTION, DANS "L'EQUILIBRE" LIE A DES ZONES GEOGRAPHIQUEMENT DETERMINEES ET A DES NIVEAUX DE COMMUNAUTE DETERMINES, SE ROMPT

Pourquoi partir de la *deuxième guerre mondiale*? Sans aucun doute, la deuxième guerre mondiale a représenté *l'attaque la plus massive à la valeur de la force de travail* et, avec cela, le point de départ pour une restructuration multinationale de l'ordre capitaliste.

Mais pendant trop longtemps, la "force de travail" a signifié uniquement "force de travail masculine", pour qu'une telle affirmation puisse indiquer immédiatement la complexité de l'attaque à laquelle nous voulons faire allusion et, en même temps, la complexité de nouveaux rapports qui en ont découlé dans la formation d'une classe ouvrière multinationale.

Romolo Gobbi (13), dans son interprétation originale des luttes ouvrières pendant la Résistance, fournit pour l'Italie ces données fondamentales: "Le salaire réel se réduisit systématiquement pendant cette période, pour arriver en 1945 à représenter le 22 o/o du salaire réel de 1913, réduit à presque un cinquième du salaire déjà peu brillant de 30 ans auparavant" (14). Mais, continue-t-il, "une formidable attaque ouvrière s'était déchaînée contre ce niveau salarial, aux environs de la première guerre mondiale, en utilisant la croissance ouvrière pour la production de guerre — attaque qui porta le niveau salarial de 1921 à l'indice 127, si on fixe à 100 l'indice du salaire réel de 1913. Par ce puissant cycle de lutte, la classe ouvrière obtint d'autres résultats fondamentaux, dont la journée de travail de 8 heures et la reconnaissance des représentations ouvrières à l'usine" (15). Donc, non seulement le salaire réel en Italie en 1945 était retourné à 1/5 de celui de 1913, mais encore, pendant la deuxième guerre mondiale, les ouvriers ne réussissent plus à conquérir un niveau de pouvoir un tant soit peu comparable à celui du premier conflit. C'est dire que la deuxième guerre mondiale se greffe désormais sur des rapports impérialistes de qualité décidément différente de la première.

Aux Etats-Unis, les ouvriers réussissent largement à défendre leur salaire. Mais aux Etats-Unis, il n'y a pas d'invasion de troupes avec tout ce que cela implique, il n'y a pas de pertes importantes (si on compare à celles des pays européens) (16), il n'y a pas de rationnement. "Le déficit calorique provoqué par une diète inadéquate est un problème que l'Américain moyen n'a jamais dû combattre, pas même en temps de guerre" (17). L'emploi des femmes dans les usines et dans les bureaux n'a pas lieu à l'intérieur d'un contexte d'attaque à la communauté aussi féroce qu'en Europe. De l'autre côté de l'Atlantique, tout cela a lieu, et c'est sur *l'affaiblissement*, sur la *décomposition des rapports* que cet affaiblissement produit que se greffera *l'utilisation de l'émigration*. En Europe, l'attaque à la valeur de la force de travail veut aussi dire qu'en Allemagne, on utilise le travail forcé des prisonniers et des prisonnières; qu'en Angleterre, dans les usines, les bureaux et les services, on utilise les femmes au maximum: "tant qu'il y eut des hommes sans travail, on ne fit pas appel aux femmes dans les usines de guerre. On commença par les oublier. En décem-

bre 1939, 270.000 femmes étaient chômeuses déclarées... en mars 1941, la décision de faire travailler les femmes fut prise par le gouvernement... recrutement qui ressembla par bien des côtés au recrutement des hommes pour l'armée... seules furent exemptées les cultivatrices, qui remplaçaient leurs maris mobilisés, les infirmières, les sages-femmes et les enseignantes. En mai 1942, la mobilisation s'étend aux femmes de dix-huit et dix-neuf ans.

En 1944, 7.650.000 femmes se trouvèrent ainsi engagées dans l'industrie et les services auxiliaires, ou la défense civile. 900.000 travaillent à temps partiel sous le contrôle des mêmes services. 1.000.000 fournissaient un travail non rémunéré sous les auspices des Women's Voluntary Services. A ces chiffres, il faut donc ajouter les cultivatrices, infirmières, enseignantes, etc...

Pour pouvoir utiliser ces femmes on décentralisa au maximum la production. Des dépôts d'outillage et des ateliers furent organisés en hâte dans les banlieues résidentielles où on pouvait recruter des mères de famille... Le travail à temps partiel enfla rapidement" (18).

Mais dans l'ensemble, c'est justement dans l'*attaque du rapport entre production et reproduction*, ainsi que du rapport entre *force de travail masculine et force de travail féminine* qu'il faut voir la détérioration d'une certaine possibilité de défense ouvrière (qui était maintenue, auparavant, aux frais de la femme) et la radicalisation des processus d'autonomie des femmes. Les femmes, en tant que force de travail non seulement la plus touchée mais encore la plus contrainte, pendant la guerre, à agir pour leur entretien et leur défense ainsi que celle des autres, s'identifièrent toujours moins à leur communauté d'appartenance (famille, village, etc.). Face à l'arbitraire de l'Etat, les femmes découvraient non seulement qu'une telle *communauté ne les garantissait plus de rien* mais que, justement à cause du rapport de faiblesse et de dépendance qu'elles avaient à l'intérieur de cette communauté, elles payaient à des niveaux monstrueux l'entretien de la communauté même. Il ne serait certes pas absurde de dire que les *femmes ont été de manière inattendue la force émergente* pendant la deuxième guerre mondiale.

Pour revenir à l'Italie, reprenons l'analyse pénétrante de Gobbi: "la chute vertigineuse des salaires ouvriers et la réduction du taux calorique au-dessous des limites indispensables à la survie furent la conséquence de deux phénomènes concomitants: l'inflation et la rupture de l'équilibre des rapports d'échange entre ville et campagne" (19).

Le coût de la reproduction, du travail féminin "primaire", pour les femmes, augmente pour cela vertigineusement pendant la guerre.

Et il ne s'agit pas seulement du travail qui augmente à cause des difficultés d'approvisionnement et du coût des biens de première nécessité (l'écho de la manifestation de protestation des femmes à Turin au cours de 1946 "durera longtemps") (20). C'est encore plus le coût du travail "secondaire", du travail mal salarié, sur lequel les femmes doivent peiner pour pouvoir envoyer colis et argent aux soldats qui ne survivraient pas longtemps s'ils ne devaient s'en remettre qu'à leur solde.

Se reproduire elles-mêmes et reproduire les enfants, les soldats, les vieillards contraint les femmes à cumuler tous les travaux: le ménage, la campagne et l'usine. Mais l'usine, le bureau, le tram, s'ils lui font découvrir le pouvoir d'une paye à soi, ils lui font découvrir aussi combien cette paye est différente par rapport à celle de l'homme (21). En Italie, la campagne permet parfois, avec ce que les femmes réussissent à tirer de la terre, de survivre mieux qu'en ville. En Angleterre, c'est justement la campagne qui devient le lieu d'organisation du travail à domicile: "Les villages de la douce campagne anglaise connurent alors la nouveauté des centres de triage public pour les outils et les dépôts de matériel que les femmes venaient prendre... Dans la seule région des Midlands, on estime que le travail à domicile organisé de cette manière remplaça plus de mille ouvrières à plein temps... Cette décentralisation de la production était un avantage dans un pays sujet à de continuel bombardements qui cherchaient à désorganiser son économie (22).

Dans des pays comme l'Italie, la France, l'Allemagne, très souvent, la survie dans la ville n'est garantie que par la prostitution. Cela s'accompagne de filiations illégitimes, souvent fruits des troupes de passage (et du terrorisme international séculaire en matière de mesures contraceptives et d'avortement), de maladies vénériennes, de mortalité infantile élevée. Quant au rôle de la femme pendant la Résistance, nous ne voulons pas ici nous enfoncer dans un discours qui, dans sa complexité, renverrait à un espace bien différent. De toute manière, et juste pour indiquer quelles immenses contradictions la guerre ouvre dans la condition des femmes, il est intéressant de relever ici que le rôle des femmes dans la Résistance aussi s'illumine d'autant plus quand nous le voyons du point de vue du travail. Ce sont les femmes qui, *en plus du travail à la maison*, à la campagne et à l'usine, ont souvent développé *les parties les plus risquées* du travail politique; identiques en cela à leurs soeurs vietnamiennes (23) ou algériennes (24). Quand à leur pouvoir de déterminer l'organisation politique, il a été dans l'ensemble nul (25).

L'après-guerre représente généralement pour les femmes l'expul-

sion des lieux de travail salarié ou la relégation dans les postes les moins sûrs et les moins payés. Même dans des pays comme la Grande-Bretagne où cela se produisit moins largement qu'ailleurs, "en décembre 1945, le ministre du travail modéra le mouvement du "retour à la maison"... Malgré cela... les hommes rentraient, cherchaient du travail pour eux, et ils attendaient de leurs femmes qu'elles s'occupent de la famille finalement retrouvée. Très vite, le nombre des chômeuses officielles se remit à augmenter... les femmes... pour ne pas perdre leur emploi, durent céder sur le salaire... Aucune loi ne fut introduite pour obliger l'employeur à adopter le principe de l'égalité salariale entre homme et femme à égalité de travail" (26).

Les expulsions et le renchérissement de la vie en Italie furent plus cruels. A Turin en 1946, 10.000 femmes voulaient jeter le préfet par la fenêtre (27). Le PCI acceptait les Pactes de Latran pendant que dans la Pouille rouge, comme dit Salvemini, les femmes attaquaient les processions à coups de pierre et qu'au Nord, un vent de révolte soufflait partout, y compris dans les prisons. La voie italienne fut précisément celle de la répression à partir des couches de classe les plus faibles – femmes, jeunes et autres – pour ensuite frapper les couches que la DC ne réussissait pas encore à atteindre (28), et le *vote des femmes* fut seulement une *feuille de vigne* sur un mécontentement que les partis réformistes réprimèrent de toute façon. On tentera aussi la relance d'une politique d'expansion démographique qui, typique à partir de 1929, sera relancée encore, cette fois sous l'égide de la restauration anticommuniste (29). Dans l'ensemble, en Europe, après la guerre, et avec les médiations nécessaires, on essaya de mettre chacun à sa place.

Ce n'est pas partout que la restauration de l'après-guerre comporta une expulsion massive des femmes. Dans les pays de l'Est, au contraire, on vérifie l'inverse: emploi massif des femmes pour remplacer les millions d'hommes morts à la guerre. Mais même dans la zone occidentale, qui nous intéresse ici de plus près, l'Allemagne maintient un taux assez élevé d'emploi féminin (qui tombera seulement après 1960). La France, au contraire, qui réduit progressivement un emploi des femmes traditionnellement élevé, instaure bel et bien à ce moment-là l'allocation de *salaire unique* pour les femmes qui sont renvoyées à la maison (30).

Nous verrons comment une telle mesure devrait tendre non seulement à donner une petite compensation aux femmes expulsées des lieux de travail salarié, mais encore à susciter une reprise de la natalité. En ce sens, on expérimentera au niveau européen, les mesures de politique démographique, essentiellement fondées sur l'institution ou l'élargissement des *allocations familiales*, mesures

accompagnées de différents types de stimulations économiques. En effet, à travers l'expérience de la guerre et de l'immédiat après-guerre, les femmes avaient découvert toujours plus évidemment la *communauté familiale*, plus ou moins élargie, comme *centre d'organisation de travail* qui non seulement ne payait plus la femme d'aucune manière, mais qui pouvait même la laisser *complètement démunie*, soit que les hommes aient été absents, soit qu'ensuite ils reviennent. Dans la mesure où cette communauté *forçait à la procréation*, elle clouait les femmes à un double chantage de la part des patrons et de la part des hommes de la famille qui après leur retour, prétendaient que la femme se remette aux "tâches domestiques".

De la part de la femme, la *coupure* du cordon ombilical qui la liait à l'intérêt général et plus particulièrement à l'intérêt général-familial *se renforce et se répand* toujours plus à partir de ces années-là.

Cela se traduit surtout par un refus de la *procréation* (31) comme fonction qui, organisée dans la structure familiale, détermine des niveaux de travail très hauts et une qualité de vie très rigide.

Nous avons mis en lumière, même si ce n'est que par de brèves allusions, comment la guerre avait représenté pour les femmes non seulement, comme le relève la littérature, la décimation du "fruit de nos entrailles" qui a causé tant de peines, mais plus précisément une attaque meurtrière à la condition des femmes à cause du surplus de travail et des risques qu'elle comportait.

Par conséquent, la lutte contre la procréation qui émerge et se massifie toujours plus au niveau européen à partir de ces années-là, *c'est la lutte contre l'organisation familiale* en tant qu'organisation qui, plutôt que protéger, condamne désormais à l'impuissance.

Par conséquent, la rébellion contre la condition féminine s'articule à partir de l'organisation familiale au sens strict jusqu'à la *communauté plus ou moins large dont une telle organisation dépend*, par laquelle elle est par cela même déterminée: la communauté du village, mais tout autant le clan urbain, avec le réseau de la parenté, des amis et des "protecteurs" qui aident à imaginer comment survivre dans les villes où le travail salarié proprement dit est rare. (Le Sud de l'Italie est typique à ce propos). C'est dans ce sens que nous verrons alors *se développer à un niveau européen des "directions de marche"* de la plupart des femmes qui *détermineront dans une mesure plus ou moins large une direction de marche des hommes aussi*.

En fait, les femmes seront à la tête du mouvement d'abandon des campagnes et de la petite propriété rurale (et en même temps de

la famille du métayer et du petit cultivateur) (32), de tout type d'entreprise à gestion familiale (commerciale ou agricole), de la petite ville ou du village (malgré les obstacles pour s'établir en ville que présentait la législation fasciste, encore en vigueur en Italie par exemple).

Un mouvement d'ensemble, comme nous verrons plus loin, à l'intérieur duquel on relève que la femme s'identifie de moins en moins à son propre milieu, et avec les frais et la qualité de vie qu'un tel milieu impose. Et le *mariage*, à l'intérieur de tout cela, est aussi un *moyen pour réussir à refuser son propre milieu*.

Dans des pays comme l'Italie, nous dirions que, pendant les années Cinquante-Soixante, ce moyen a été largement utilisé (33). Le rapport élevé entre travailleuses à la maison, et pour cela non salariées, et travailleurs qui travaillent hors de la maison, donc salariés, a fait de l'Italie un pays presque exceptionnel si on le confronte aux autres pays européens.

Par conséquent, la *rébellion contre la condition des femmes* n'a pu être immédiatement et tout-court retus du mariage (34), bien que, pendant la guerre et l'après-guerre, la famille ait mis à nu d'une manière assez nette la condition de la femme en son sein.

Nous avons déjà parlé de l'augmentation du travail ménager pendant la guerre à cause de la difficulté et surtout du coût de l'approvisionnement. Mais — précisons encore relativement à l'après-guerre — le rationnement continua jusqu'en 1947 (35). Le revenu national qui s'était réduit de moitié de 1938 à 1945 "ne dépassa pas le niveau d'avant-guerre jusqu'en 1949" (36) et, même si la production de 1948 était remontée au niveau de 1938 et que le revenu national avait à peu près doublé, de même que le revenu per capita quinze ans après la guerre, "malgré ces progrès, l'Italie avait encore un des revenus nationaux per capita les plus bas de toute l'Europe occidentale" (37).

Ce que cela comportait de difficultés et de dépendance ménagère pour la femme, privée de tout revenu à l'intérieur de la famille ou considérée dans le meilleur des cas comme un appendice du salaire du mari, on peut le voir dans ces données statistiques selon lesquelles les femmes mouraient davantage de maladies "du sous-développement", c'est-à-dire par manque de vitamines, et de maladies de la circulation (38). En d'autres termes, à la campagne, mais pas seulement à la campagne, les femmes allaient au lit sans dîner pour laisser manger les autres (mari et enfants) (39), et elles restaient trop debout et avaient trop les mains dans l'eau (40).

En ville, le sort des femmes et des jeunes était encore pire. Romita nous dit: "Il y avait aussi la prostitution, autre plaie bien triste qui s'accroît toujours après les guerres. Là-dessus aussi, je donnai des

ordres précis... Mais pour tout cela, ce qu'il fallait, c'était une bonne police, efficace et entraînée" (41). Et il poursuit: "Et que dire de la délinquance juvénile? Ce dernier problème présentait des aspects importants, surtout dans les grandes villes", "Je donnai tout de suite des ordres, et la police ne manqua pas d'accomplir de fréquents ratissages de mineurs abandonnés, qui se vouaient à des commerces illicites et qui, de toute manière, étaient exposés au danger du fourvoiement. Dans les cas les plus graves, on les déplaça, dans la mesure malheureusement réduite où les différents instituts avaient des places disponibles. Pour les autres cas, on fut contraint à mettre simplement les parents en garde..." (42).

Ce sont des choses connues. De toute manière, ce n'est pas les discours sur ce qui arrive toujours pendant ou après la guerre qu'on veut faire ici. Et tout ce qu'on a dit jusqu'à présent n'a pas voulu avoir ce sens. Il s'agissait plutôt de montrer par quelques chiffres, par la révélation de faits et par la mise en lumière d'aspects déterminants, mais laissés dans l'ombre par la tradition politique, la rupture radicale d'un rapport entre production et reproduction et, avec cela, la désintégration de régions sociales complètes. C'est sur cette rupture et sur cette déchirure, comme nous l'avons déjà dit dans les pages introductives, que se greffera l'émigration.

D'où la séparation définitive des femmes de couches de communauté qui, de toute manière, avaient à l'intérieur d'elles-mêmes des tensions centrifuges (ndt) déjà auparavant.

D'où la démarcation de deux chemins dans l'histoire de la classe en Europe.

Mais déjà avant l'émigration, et c'est cela que nous avons voulu relever jusqu'à présent, la communauté n'offrait plus rien aux femmes.

Il vaut la peine maintenant, et avant de conclure ces considérations, de s'arrêter brièvement aussi sur ce qu'ont signifié pour les femmes les *luttés des travailleurs agricoles salariés* ("braccianti"). Sur le caractère généralement arriéré du mot d'ordre: "La terre à qui la travaille", avec toutes les ambiguïtés avec lesquelles le réformisme voulait le faire passer, tout le monde est d'accord. Mais d'un point de vue plus spécifique et plus définitif, qui est celui qui nous intéresse, le "caractère arriéré", ou mieux, la "faiblesse" de ces luttes se trouvait dans l'illusion que les femmes avaient de pouvoir encore se référer aux moments et aux formes de lutte des hommes, alors que désormais la *famille prolétaire était finie*, et non seulement à cause des besoins du capital.

L'émigration en masse des hommes avait clos le temps des insurrections où les femmes occupaient les terres, portant drapeaux rouges et tonneaux d'eau, et devenant en cela (en même temps que

les hommes et les jeunes) les cibles sans armes de la police. Et ceci, sans avoir pu prendre la parole dans les assemblées du village. La mort d'Angelina Mauro (43) est la fin d'une époque. Par la suite, il ne restera plus que les femmes, les jeunes, les vieillards. Mais les émigrés qui montent au Nord enverront à la maison beaucoup moins d'argent que ceux qui avaient pris le chemin de l'Amérique. Et, fait à souligner jusqu'au bout, ils auront toujours moins envie de l'envoyer à la maison, ou de l'utiliser à d'autre fin qu'à la leur. Raison pour laquelle les femmes jeunes chercheront par tous les moyens à se faire de l'argent à elles soit en devenant femmes de ménage en ville, soit en recueillant des travaux à domicile et saisonniers, même si des années de ces travaux ne serviront qu'à se constituer un trousseau.

De toute manière, les luttes des travailleurs agricoles salariés ("braccianti") avaient été utiles aux femmes au moins pour donner un coup à la funeste habitude (44) de devoir servir gratis jusqu'à la femme du patron. Avec l'émigration du mari, non plus "bracciante" mais ouvrier, ce refus devient chose faite. Et d'autre part, les payes des "braccianti" passent de 400 à 1 500 lires par jour, de par l'absence de concurrence masculine sur le marché.

En plus de ces quelques sous personnels, les mandats commencèrent à arriver, même si ce n'était pas toujours régulièrement. Par conséquent, les femmes administraient pour la première fois directement de l'argent et même ce peu de biens patrimoniaux que les hommes laissaient derrière eux. Même si, nous devons l'ajouter, elles continuaient d'être plus ou moins contrôlées par les vieillards. Mais c'est un changement décisif dans la communauté méridionale.

Il n'y aura jamais beaucoup de femmes qui suivront les hommes dans l'émigration, et c'est pourquoi le Sud est encore plein de femmes. Si la dépendance familiale n'a rien pu garantir dans le pays, il y a bien peu d'espoir que le destin soit meilleur dans un ghetto d'émigrés. Les femmes déterminent autrement leur chemin.

III. L'EMIGRATION SE GREFFE SUR CETTE RUPTURE, MAIS ELLE CATALYSE ET, DANS CERTAINES ZONES, AMPLIFIE DES PROCESSUS D'AUTONOMIE DES FEMMES DEJA ACTIFS.

a) Le cas de l'Italie.

Avec l'émigration italienne vers l'Allemagne, le processus de l'autonomie des femmes se radicalise et s'articule dans le Sud et dans le Nord de l'Italie dans des directions que nous allons reconnaître comme fondamentalement semblables dans les divers pays

européens qui se restructurent à un niveau multinational. *L'utilisation de l'émigration est le fait déterminant de cette restructuration.* Utilisation de l'émigration qui se fonde sur l'attaque massive à la valeur du travail masculin et féminin, que la guerre avait déjà déchaînée, sur la profonde déchirure des rapports organisationnels au niveau de la communauté, sur la rupture de la possibilité pour la communauté prolétaire de se reproduire.

C'est surtout la reproduction qui est touchée, et ainsi, ce sont les prolétaires qui sont contraints à devenir ouvriers, à devenir classe ouvrière multinationale (ndt).

En Sicile (en 1943), les femmes avaient brûlé les maisons isolées que le fascisme avait assignées à certaines familles pour défendre le niveau de communauté que le village pouvait au moins offrir, même si le village, comme on l'a déjà dit, était plein de tensions centrifuges de la part des femmes. Mais, avec l'émigration des hommes, de telles tensions explosent, dans la mesure où le village ne paie plus rien.

Autour de l'émigration, autour de la précarité des rapports que l'émigration révèle, nous pouvons suivre un cheminement de la part des femmes qui tendent à construire leur refus de l'ordre et de l'Etat: c'est le refus des plans de développement qui les veulent encore garantes d'une progéniture nombreuse, enchaînées à de longues heures de travail à la maison et dans les champs, liées à des dépendances personnelles, de famille ou du village où, si ce ne sont pas les hommes, ce sont les vieillards qui commandent.

Dans le Sud de l'Italie, l'administration des mandats à l'intérieur d'une famille (où, l'homme étant parti, il reste encore les vieillards), la peine que constituent l'entretien d'une famille nombreuse et le travail de la terre, tout cela produit toujours plus un type et un coût de vie dans lesquels les femmes ne veulent pas se reconnaître.

Non seulement au Sud. De même au Nord, pour ce qui est de la petite propriété paysanne. Là où l'Etat veut enchaîner les femmes à l'horaire sans fin et à l'isolement de l'agriculture, les femmes réussissent toujours plus à abandonner la terre. Leopoldina Fortunati démontre pour l'Italie, dans son travail *Les femmes contre la famille*, comment la lutte des femmes contre la famille passe aussi à travers le refus de la campagne. Et elle relève combien cette lutte s'approfondit aussi à travers une nouvelle gestion du salaire de la part de couches de femmes toujours plus larges.

Le processus d'urbanisation se vérifie à une large échelle, même si le gouvernement italien veut le maintenir sélectif dans le sens où "le logement n'est pas accordé à celui qui n'a pas de place de travail, et la place de travail n'est pas accordée à celui qui n'a pas de permis de séjour".

Les femmes utilisent le mariage, cette fois, pour réussir à abandonner la campagne. Elles épousent de moins en moins ceux qui ne les amènent pas en ville (45).

Arriver en ville signifie non seulement travailler pour une seule personne au lieu de plusieurs, mais encore, mieux réussir à contrôler le nombre des enfants, les femmes étant libérées des pressions familiales et de village: "... Les hypothèses sont confirmées... C'est en ville, dans les populations urbaines que le contrôle volontaire de la procréation s'est propagé en premier et avec la plus grande rapidité, par rapport aux autres secteurs de la population; un tel contrôle volontaire a été accompagné, en outre, d'une moindre propension au mariage, ce qui a amplifié les effets de ce contrôle sur le taux des naissances" (46).

Parlant de manière générale de la chute de la natalité en Italie de 1861 à 1961, Giorgio Mortara précise: "Là où la limitation des naissances est réalisée au moyen du célibat ou d'une régression du mariage, on voit diminuer la proportion des personnes qui se marient étant jeunes; là où la pratique de la prévention de la conception et de la suppression de son fruit est largement propagée, on observe au contraire une augmentation de la proportion des personnes qui se marient" (47). Ceci confirme tout ce que nous soutenons de manière générale quand nous disons que "la concentration croissante de la population dans les zones urbaines et suburbaines a contribué à promouvoir la propagation des pratiques visant à la limitation des naissances" (48).

La ville représente désormais un plus grand pouvoir pour la femme prolétaire. Non seulement elle contrôlera mieux le nombre de ses enfants, mais encore elle aura plus de pouvoir pour élever la qualité de sa vie et de la leur.

b) Le cas de la France.

L'abandon de la campagne, le déplacement vers la ville et, par là même, vers un plus grand pouvoir par rapport à la reproduction, constitue, comme nous disions, de la part des femmes, un fait européen. Si, pour le Sud de l'Italie, la déchirure du tissu social est tragique, il n'en est pas moins vrai que le refus des femmes à garantir la procréation à tout prix devient, après la deuxième guerre mondiale, un fait européen: le prix de la reproduction est toujours trop élevé, la dépendance personnelle et l'isolement sont toujours plus inacceptables.

Le cas de la France, que nous allons considérer, apparaît comme celui le plus proche de l'Italie (49): l'Etat a désormais réduit progressivement à des taux plutôt bas l'emploi des femmes, mais malgré et contre cet état de fait, les femmes abandonnent de ma-

nière toujours plus massive l'agriculture et les entreprises commerciales ou agricoles à gestion familiale. En outre, les femmes françaises ont déjà conquis, avant les autres pays européens (50), un certain pouvoir de contrôle par rapport à la procréation. Et c'est principalement cela qui semble créer des vides problématiques dans la reconstruction de l'après-guerre. En 1945, de Gaulle se tourne vers les femmes françaises pour leur demander, le coeur serré, douze millions de beaux bébés (51). De 1945 à 1960, toute l'émigration algérienne est précisément connue comme "politique de repeuplement" (52).

Nous ne voulons pas dire que l'appel grotesque de de Gaulle ait trouvé une solution immédiate avec l'émigration algérienne. Mais si on considère le problème non pas simplement comme "réintégration quantitative", mais comme tentative de l'Etat pour répondre à des processus d'autonomie des femmes et pour les réintégrer dans la mesure du possible (étant donné que de tels processus, dans leur complexité, peuvent compromettre des plans déterminés de développement), alors le lien entre l'orchestration de la politique démographique (53) et de l'emploi des femmes (54) d'une part, et la "structure" de l'émigration algérienne d'autre part, ce lien devient évident. L'émigration algérienne de cette période, avons-nous dit, a été définie "politique de repeuplement". Mieux, elle a été politique de "réintégration de la classe ouvrière": les femmes algériennes arrivent avec mari et enfants, et elles continueront à produire des enfants (55), essentiellement destinés à l'usine.

Nous répétons qu'il s'agit d'un rapport qu'il faut lire non pas en termes mathématiques, mais politiques. Par ailleurs, le lien entre une avance démographique défavorable (à laquelle des mesures "stimulantes" la natalité, et les expulsions — ou marginalisations ultérieures — des femmes du travail salarié essaient de remédier) d'une part, et une politique de l'émigration d'autre part, existe depuis vieille date, même si le fait est rarement relevé par les politiciens (56).

Le parcours de l'autonomie des femmes en France, comme nous disions, a une correspondance particulièrement étroite avec l'Italie. L'exode de l'agriculture est massif. Si, de 1910 à 1954, un paysan sur quatre avait abandonné la terre, ce même pourcentage se vérifie ensuite dans la brève période de 1954 à 1962; et après 1962, le rythme s'accéléra encore (57). (En 1962, on comptera 1 272 000 cultivatrices directes et journalières (braccianti) contre les 3 329 000 de 1906) (58).

Et ce sont surtout les femmes jeunes qui abandonnent la campagne, bien avant les hommes. "Les jeunes paysans qui veulent rester à la

campagne cherchent vainement une femme”.

“Les jeunes filles se sont sauvées en ville pour ne plus être traitées comme leurs mères, traitées bien plus comme des esclaves que comme reines d’un foyer.” (59).

D’autre part, les écoles d’instruction agricole, alors qu’elles donnent aux hommes des notions d’agronomie et de mécanique agricole, ne proposent aux femmes que des cours d’enseignement ménager.

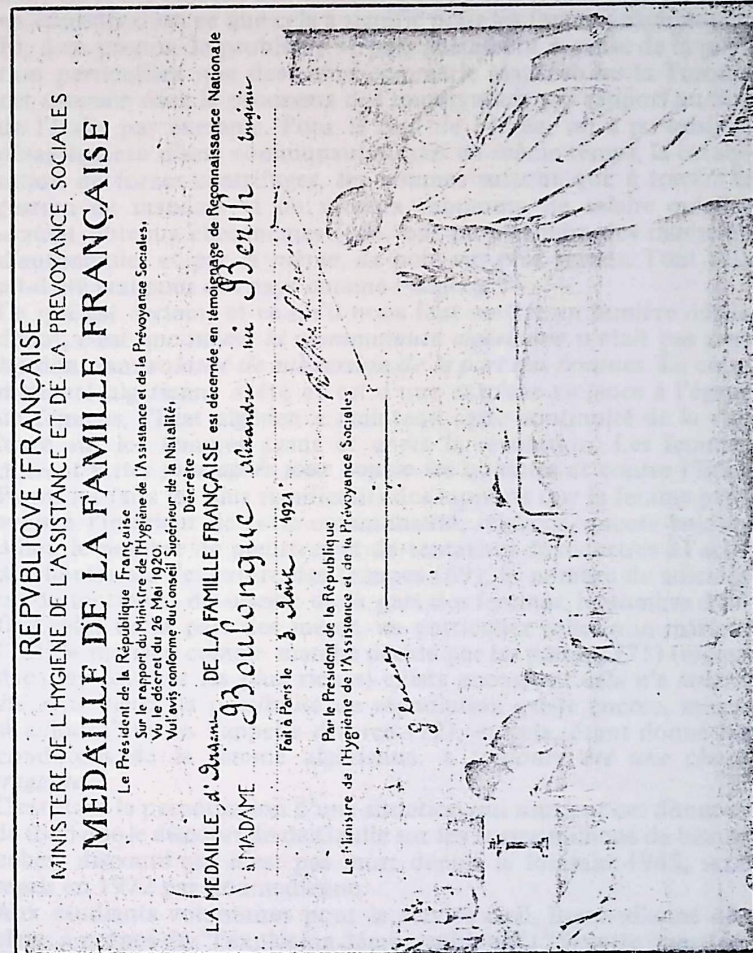
La fuite de la campagne n’est pas seulement la fuite de l’isolement et du servage personnel, de conditions de vie retardées, mais d’un destin de double travail que les nouvelles nationalisations agricoles n’ont aucune intention de changer. L’Etat cherche encore une fois à destiner les femmes au ménage et à la campagne et à commander une fonction reproductive qu’aucun des stimulants économiques inventés jusque-là n’arrive plus à stimuler. Et il vaut la peine de rappeler à ce propos que, déjà depuis 1932, l’Etat français avait été contraint à instaurer les allocations familiales de manière officielle et obligatoire pour essayer de solliciter ce taux de natalité que la publication, en 1920, de la loi qui interdisait l’avortement et toute forme de publicité pour les contraceptifs, n’avait pas réussi à élever de manière significative (60).

Mais, après la guerre, l’allocation de salaire unique est la mesure la plus contradictoire et la plus risquée face à une tradition qui a réussi à geler un niveau très élevé de travail ménager et à institutionnaliser les femmes comme dispensatrices de ce travail justement parce qu’un tel travail n’a jamais été rémunéré. Il ne s’agissait pas d’une somme très élevée, mais nous ne pouvons nous empêcher de relier immédiatement une telle allocation mensuelle, versée par l’Etat aux femmes mariées, à l’institution des Family Allowances de 1945 en Angleterre, également destinées à stimuler une attitude qui se présentait plus que détériorée par rapport à la procréation à un niveau international (61).

“L’allocation de salaire unique” fut une petite somme d’argent que les femmes recherchèrent désespérément à cumuler avec les rétributions provenant de leurs différents travaux clandestins.

Si des femmes avaient déclaré de tels travaux, de fait, elles seraient déchues du droit de recevoir l’allocation. Ainsi, toute la catégorie des travailleuses à domicile, des femmes de ménage, des travailleuses à temps partiel ne se déclara jamais comme “active”, justement pour ne pas perdre l’allocation (62).

Quant à l’emploi, une fois que les femmes françaises arrivent en ville, il est difficile de trouver un salaire digne de ce nom (63). Le projet qui est sous-jacent à l’intégration européenne est fondé, comme nous le disons, sur une marginalisation et une discrimination ultérieures de la force de travail des femmes. La nouveauté de



l'emploi des femmes est constituée tout au plus par l'immixtion de femmes dans des secteurs industriels jusque-là réservés uniquement aux ouvriers mâles.

De manière générale, dès le début du siècle, l'emploi des femmes dans l'industrie diminuait en chiffres absolus et encore plus en pourcentage. Mais depuis l'après-guerre, on enregistre des changements importants dans la distribution d'une telle force de travail: la restructuration du secteur textile est un des phénomènes les plus significatifs, justement parce qu'il implique la formation d'emplois qualifiés et mieux attribués progressivement aux hommes, expulsant les femmes employées au contraire à des tâches totalement déqualifiées dans l'industrie métallurgique et électronique.

Dans l'industrie mécanique, il y a une grosse immixtion de main-d'oeuvre féminine, surtout de 1954 (136 646 femmes salariées) à 1962 (194 222 femmes salariées), ce qui fait qu'à cette époque, le taux d'activité des femmes monte à $\pm 42,1$. Après 1962, la situation restera plutôt stationnaire. Dans les constructions électriques, les femmes passent, toujours de 1954 à 1962, de 65 508 à 114 000 (taux d'augmentation de 74,0). Une augmentation considérable de main-d'oeuvre féminine est enregistrée aussi dans l'industrie chimique (toujours dans la période considérée, de 92 196 à 104 540 femmes, avec un taux d'augmentation de 13,4) et alimentaire (taux d'augmentation de $\pm 8,8$) où, au nombre des ouvrières fixes, il faut ajouter les dizaines de milliers d'ouvrières saisonnières (64).

Il y a de plus une certaine augmentation de main-d'oeuvre féminine dans les usines de produits pharmaceutiques, de cosmétiques et de matières plastiques. De toute manière, qu'il s'agisse de secteurs traditionnellement féminins comme celui de la chaussure ou de la porcelaine, ou de secteurs nouvellement ouverts aux femmes comme l'électromécanique, secteurs à main-d'oeuvre de base masculine ou féminine, les ouvrières sont toujours reléguées aux postes inférieurs. L'unique exception qui, à y bien regarder, n'en est finalement pas une, est constituée par les femmes destinées à la surveillance de départements féminins dans le secteur de la confection: en réalité, il ne s'agit pas de places à qualification plus grande, mais simplement de surveillance (65).

Dans l'industrie électro-mécanique, il n'existe pas d'ouvrières qualifiées. Les postes qui demandent un minimum de qualification sont réservés exclusivement aux hommes (66).

Quant à l'absorption des femmes aux niveaux techniques de l'industrie, il est complètement insignifiant. Et même, comme note Madeleine Guilbert, l'installation de procédés automatiques semble avoir pour conséquence "d'accentuer le cantonnement des femmes" (67).

c) Le cas de l'Algérie.

Mais on ne peut clore un discours sur la France de l'après-guerre et des années Cinquante après avoir assumé dès le départ l'importance du rapport entre politique démographique et occupation féminine d'un côté, et politique de l'émigration de l'autre, sans prendre aussi en considération ce que cela a signifié pour les femmes algériennes. Et, à ce propos, le problème se pose justement à cause de la position particulière que des zones comme le Maghreb ou la Turquie ont assumée dans le processus de l'immigration, par rapport au Sud de l'Italie par exemple. Pour le Sud de l'Italie, on a pu saisir la désagrégation d'une communauté, mais en même temps, la catalysation de forces centrifuges, les femmes surtout qui, à travers la gestion de mandats et de niveaux minimum de salaire qu'elles avaient obtenus elles-mêmes (68), ont pu atteindre des moments d'autonomie, et par là même, de pouvoir, plus grands. Tout cela a-t-il été vrai pour des pays comme l'Algérie ?

Ce qui est certain, et ce qu'il nous faut mettre en lumière dès le début, c'est que *même la communauté algérienne* n'était pas sans tension, sans *volonté de subversion de la part des femmes*. La communauté algérienne a été et est d'une extrême violence à l'égard de femmes, l'Etat algérien a maintenu cette continuité de la violence sur les femmes avant et après la révolution. Les femmes doivent lutter *jour après jour* contre les hommes et contre l'Etat. Parmi les faits les plus significatifs des rapports que la femme peut avoir à l'intérieur de cette communauté, relevons, encore aujourd'hui, le nombre de meurtres et de tentatives de meurtres à l'actif des hommes à l'encontre des femmes (69), le nombre de suicides ou de tentatives de suicide de la part des femmes, le nombre d'infanticides de la part des mères, en particulier celles non mariées (70); le mariage comme marché décidé par les parents (71) (même dans les couches les plus riches) existe encore, et cela n'a *jamais été sans heurt*; la possibilité de répudiation existe encore, même si aujourd'hui on l'appelle divorce (72), et cela, étant donné les conditions de la femme algérienne, a *toujours été une chose tragique*.

C'est dans la perpétuation d'une situation qui soutient ces données de fond que le discours de de Gaulle sur les douze millions de beaux bébés, discours qui n'est pas mort depuis le lointain 1945, sera repris en 1972 par Boumedienne.

Aux étudiants volontaires pour le service civil, Boumedienne déclare, à propos de "l'explosion démographique": "Si cette question est posée sur la base de la limitation des naissances, je pense personnellement que la solution n'est pas dans le planning familial, mais dans le développement..." (73). Développement obtenu en

Europe et en Algérie à travers "l'offre illimitée de main-d'oeuvre" dont le coût de production est maintenu très bas. Face à ce problème, l'Etat algérien post-révolutionnaire a maintenu une continuité de tradition: exploitation et intimidation des femmes pour se garantir de toute manière (74) la procréation.

Dans le contexte à peine esquissé ci-dessus, mais où déjà les différences de fond, déterminantes par rapport à la communauté méridionale italienne, se font évidentes quelles modifications peut avoir causées l'émigration pour la condition des femmes ?

Ceux qui émigrent dans les années Cinquante sont des hommes jeunes qui n'ont que très rarement une femme avec eux ou derrière eux. Le coût moyen d'une dot (que l'homme doit payer au père de la femme) s'élève environ à 500 000 livres italiennes. Quand on calcule que le revenu annuel d'un paysan algérien est de 200 000 à 250 000 livres, on comprend que les Algériens n'aient pas pu prendre facilement une femme avec eux. Pour les femmes qui restent en Algérie, cela implique de continuer de rester à l'intérieur de communautés qui tendent à vieillir, dirigées par le mari, ou par le père ou par les frères, la femme étant propriété absolue de ceux-ci, sans aucune possibilité de disposer d'argent personnel. Après que l'ouvrier algérien a réussi à mettre de côté assez d'argent pour s'acheter une femme, le destin de celles qui arrivent alors en France est d'affronter un niveau de travail ménager qui tend à augmenter: chaque nouvel arrivé qui débarque en France sera contraint, pendant une longue période, à s'insérer dans une famille déjà constituée pour pouvoir survivre. Il se formera de vrais clans, soutenus par une seule femme (et par les petites filles) qui, pour reproduire des communautés d'hommes toujours plus larges, devront remplacer les femmes restées en Algérie.

Les guérilleros reçurent des fonds pour la guerre de Libération à travers des impôts perçus sur les émigrés algériens en France (76). Des impôts sur un salaire déjà misérable signifient surtout augmentation du travail ménager. Le rôle des femmes pendant les Libérations n'a pas été démenti non plus par les femmes algériennes émigrées.

Avec l'émigration algérienne des années Cinquante, l'Etat français résout donc le problème du "développement", (du rapport entre production et reproduction en ce qui concerne les processus de lutte que ces deux moments sous-tendent), essentiellement sur le dos des femmes algériennes. L'Etat français construit la seconde vague importante d'émigration algérienne (77) sur un niveau de

* Un morceau du texte ayant été ôté, la note 75 qui se trouvait dans cette partie a aussi été annulée.

pouvoir minime qu'ont les femmes agériennes face à la communauté et à la reproduction.

Alors que pour les pays d'un certain niveau d'industrialisation — en Italie par exemple — la guerre et l'après-guerre catalysent de manière assez définitive des contradictions dans la structure de la communauté et dans la structure du moment de reproduction organisé (ndt), cela ne peut se passer en Algérie.

La même guerre de Libération, si elle catalyse des tensions déjà existantes d'une part, comme on disait plus haut, d'autre part elle ne peut pas, de par sa nature même et de par le tissu social sur lequel elle se greffe, favoriser une attaque des femmes à l'organisation de la reproduction et pas même, en termes plus généraux, favoriser leur émancipation de situations arriérées.

Lorsqu'en France, les femmes algériennes devront pour la première fois gérer un salaire, de par les conditions d'où elles sont parties, de par les conditions dans lesquelles, en France, elles devront gérer ce salaire, elles n'en tireront pas immédiatement un nouveau niveau de pouvoir à l'intérieur de la communauté et contre celle-ci, comme ce sera le cas, au contraire, en Europe en général, même dans ses zones arriérées.

Et cette possibilité d'acquérir plus de pouvoir pour elles-mêmes sera d'autant plus minée qu'elles devront savoir s'accomoder du salaire pour des communautés qui s'élargissent à chaque nouveau venu.

L'utilisation du salaire qui existe même en Italie — et même, avec toutes les différences qu'on sait, dans le Sud de l'Italie — de la part de la femme qui tend à repousser une famille paysanne patriarcale ou simplement élargie pour une famille plus petite et soutenue par un salaire (78); cette utilisation du salaire, qui tend à améliorer la qualité de vie de ses enfants et d'elle-même, ne sera pas possible pour les femmes algériennes. Au contraire, comme nous le disions, les femmes algériennes en France devront remplacer celles qui sont restées en Algérie, pour reproduire la communauté à tout prix.

Les considérations développées relativement à l'émigration algérienne tendent à poser une perspective de fond à l'intérieur de laquelle on peut lire les stratifications de pouvoir à l'intérieur de l'émigration elle-même, et spécifiquement, à l'intérieur de la communauté dont cette émigration provient ou sur laquelle cette émigration se reproduit directement. C'est de manière analogue qu'il faudrait considérer les autres flux d'Africains qui ont eu, dans le développement français, une fonction très semblable à l'émigration algérienne.

L'autre fait qu'il faut, d'après nous, mettre en relation avec le

refus anticipé de la part des femmes françaises — par rapport à la procréation, au travail de reproduction dans son ensemble, à des situations arriérées, à la situation de la paysanne surtout, situations à l'intérieur desquelles l'Etat tendait et tend à commander ce travail de reproduction aux femmes — est constitué par les flux continus d'émigration provenant de l'Italie, comme de l'Espagne et du Portugal, flux que l'Etat français a toujours plus ou moins ouvertement encouragés et qui, dans un premier temps, étaient tous dirigés vers la campagne.

d) Le cas de l'Allemagne.

Si nous considérons maintenant l'Allemagne, pays qui, en même temps que son haut niveau d'industrialisation, maintient pendant l'après-guerre un pourcentage d'emploi féminin (79) exceptionnellement élevé, les observations fondamentales que nous avons développées sur le rapport entre les femmes et l'Etat, sur le moment critique que les femmes ont déterminé à chaque niveau dans la restructuration du capital européen, dont est dérivée la nécessité d'une utilisation élargie de l'émigration, ces observations sont valables là aussi.

En Allemagne, les années Cinquante sont, pour les femmes, les années pendant lesquelles le refus du travail ménager, de la campagne, de la participation à des gestions familiales en général (80) augmente et s'élargit, finalement libéré des contraintes nazies.

Il s'agit d'un refus catégorique non seulement du travail ménager — qui donnera à quelqu'un l'idée d'un "service ménager" organisé, de type "service militaire" pour suppléer aux vides laissés par les femmes — mais c'est le refus tout aussi décidé de devenir "aides familiales" dans les entreprises à gestion familiale (81) et d'exercer toutes les professions à caractère d'économie domestique.

Pourtant, à l'exode de la campagne de la part des femmes fait obstacle un considérable afflux d'émigrés. Jusque vers la fin des années Soixante, le gros flux migratoire (environ douze millions) surtout "politique" provenant de l'Est forme un énorme réservoir de main-d'oeuvre qui, dans un premier temps, s'installe dans les zones rurales les moins éprouvées par la guerre (82). Aux environs de 1957 commence un afflux considérable d'Italiens.

Mais au fur et à mesure que l'agriculture est désertée soit par les émigrés soit par les Allemands, des fonctions non plus seulement "d'aide", mais aussi carrément de gestion à la première personne passent aux femmes. Il est très facile de voir, dans des zones comme la Bavière, des familles dans lesquelles l'homme travaille dans l'industrie, et où la femme doit se charger tant du travail ménager que de celui de la campagne, travaux qui, auparavant, étaient répartis selon les rôles.

De la même manière, dans l'artisanat, on commence à voir des filles d'artisans qui gèrent pour leur compte l'entreprise paternelle quand le fils ne veut plus rien en savoir, et qui deviennent patronnes de boulangerie, relieuses ou décoratrices (83). Mais, plus largement, les femmes de l'artisanat deviennent des ouvrières qui travaillent dans des entreprises artisanales.

De manière générale, on peut dire qu'en Allemagne, la force contractuelle que les femmes développent contre le *Kinder Kirche Küche* ne se transforme pas pour autant en force contractuelle sur le lieu du travail extérieur.

Entre leur refus de procréer et la possibilité de travailler à l'extérieur à "conditions égales" avec les hommes allemands, il y a la décision de l'Etat allemand d'utiliser plutôt les émigrés de l'Est et de l'Italie. Et pour dire vrai, un certain flux italien a toujours été assuré d'un commun accord avec l'Italie pendant la fin des années 30 (84), et pendant la guerre (85), signe que la reproduction de classe nationale, déjà alors, ne suffisait pas.

L'Etat allemand, préoccupé qu'il ne se crée alors des vides démographiques en période de croissance économique, reste rigide et prohibitif en matière d'avortement, alors que, au moins dans la seconde moitié des années 50, presque tous les pays de l'Est effectuent une certaine libéralisation. Et effectivement, cette "évolution démographique défavorable" tant crainte, en concomitance avec ce qui se passe dans les autres pays européens, se vérifie aussi en Allemagne et s'aggravera ultérieurement à partir de la moitié (environ) des années 60.

Même si le type de développement d'après-guerre en Allemagne est basé sur une "utilisation extensive" de la force de travail (86) (mais aussi sur l'horaire de travail prolongé et sur une large utilisation des heures supplémentaires) ainsi que sur un dépeuplement progressif de l'agriculture (87), l'absorption industrielle des femmes est, pour les raisons qu'on vient de donner, lourdement discriminée.

Tout comme nous l'avons vu en France, les femmes sont insérées dans des secteurs industriels nouvellement (88) ouverts à l'emploi féminin. Toutes les industries, après 1950, augmentent le nombre de leurs ouvrières. Les nouveaux secteurs qui s'ouvrent aux femmes sont la sidérurgie et la métallurgie où, de 1950 à 1960, le nombre des femmes augmente de 162,3 o/o. Tout de suite après vient l'électronique.

En plus des secteurs traditionnels du textile, de l'habillement, de l'alimentation, du tabac, des sucreries, etc., l'absorption s'élargit à la mécanique de précision, à l'optique, à l'horlogerie, à la photographie, etc. (89), où les traditionnelles qualités féminines

de "dextérité", d'"habileté" et de "précision" rendent plus que jamais contradictoires les différences de salaire pour "manque de qualification".

IV. LES ANNEES SOIXANTE APPROFONDISSENT LES LIGNES TRACEES PAR LES PROCESSUS PRECEDENTS. LA JEUNE CLASSE OUVRIERE EST L'ENFANT DU REFUS, DE LA REBELLION, DES LUTTES DES FEMMES PROLETAIRES DERRIERE ELLE.

Avec les années Soixante, de manière générale, ce type de cheminement que les femmes ont commencé depuis l'après-guerre en refusant de fonctionner en tant qu'appendices de plans de développement qui les veulent garantes d'une progéniture nombreuse, enchaînées à de longues heures de travail à la maison et à la campagne, à l'usine et au bureau, liées et enfermées dans des situations de dépendance personnelle, ce type de cheminement devient massif et homogène à une échelle toujours plus large. La brusque flexion du taux de natalité à partir de 1964 est presque la preuve photographique de la capacité de contrôle désormais assumée par les femmes par rapport à la procréation. Au niveau européen, comme nous disions dès le début, la chose n'est pas essentiellement fruit de la propagation des contraceptifs, et la nouveauté consiste dans le fait que la chute de la natalité se développe justement dans les couches qui, auparavant, réussissaient le moins à la contrôler (90). Et nous avons vu comment une telle chute, plutôt qu'un "accident" à lier à tel ou tel autre facteur, était au contraire un moment de pouvoir que les femmes ont construit. Un moment construit à travers un processus de lutte émergent déjà dans l'immédiat après-guerre et visant à détruire l'ensemble des conditions arriérées à l'intérieur desquelles tout gouvernement post-guerre ou post-révolutionnaire (91) a toujours voulu confiner les femmes. Un moment de pouvoir qui devient toujours plus un levier de pouvoir pour contracter une nouvelle qualité de vie.

Avec les années Soixante, on voit s'accroître au niveau européen la rigueur contre les femmes, présente dans le cœur des planificateurs dès le début de l'intégration (92). Mais l'instrument porteur d'une telle intégration, l'émigration, se révèle à double tranchant jusqu'au bout. Et non seulement parce que l'émigré est devenu vecteur d'insurrection — ce qui est un fait notoire — mais aussi parce que, comme nous le disions, l'émigration a désormais radicalisé de manière définitive ces forces centrifuges de

femmes et de jeunes (et nous n'oublierons pas les vieux, même si en Italie, en ce moment, il est très difficile de crier "pouvoir gris" (93) qui prétendent toujours à une certaine qualité de vie à tout prix.

Si une distinction joue encore en faveur de l'intégration européenne, mais moins largement pendant les années Soixante, c'est plutôt celle entre les zones où la femme peut gérer totalement ou partiellement un salaire, les mandats des émigrés ou, justement à cause de l'émigration, son argent personnel — et les zones où cela n'a pas lieu.

Dans ces dernières, dans la mesure où ne pas gérer un salaire renvoie à l'absence même de salaire (la survie étant basée sur des revenus agricoles ou des expédients) et à une dépendance totale de la femme d'abord par rapport aux hommes de la famille, puis par rapport aux femmes les plus âgées, l'émigration de quelques hommes — à commencer par celle des hommes les plus jeunes qui ne sont pas responsables du soutien économique de la communauté — ne porte pas encore atteinte à la stabilité de la communauté même. L'exemple de l'Algérie, dont nous avons parlé, est typique à ce propos. Mais, nous l'avons dit, le cas de l'Italie du Sud est différent, du fait qu'elle se trouve dans une situation déjà plus mêlée, avec des îlots d'industrialisation, et située à l'intérieur d'un pays industrialisé. Dans le Sud de l'Italie, et ce n'est pas un hasard, un abandon de la campagne de la part des femmes jeunes est possible, alors qu'il est impensable en Algérie (94).

Et si ces femmes jeunes arrivent à la conclusion qu'il vaut mieux se chercher une dot de manière autonome, parce que l'argent n'arrive plus de l'Allemagne, quelles que soient leurs décisions, elles bougeront dans un contexte nettement différent des femmes algériennes.

Mais ça n'est pas tout: dans la perspective à l'intérieur de laquelle nous avons lu jusqu'à présent les processus de l'autonomie des femmes plus ou moins scandés encore par des choix médiats, à l'intérieur de laquelle nous avons cherché à saisir, à des moments déterminés, son rapport avec le mouvement de la classe ouvrière masculine, un autre fait nous paraît devoir être mis en lumière jusqu'au bout. Justement parce que, à notre avis, il est radicalement lié à la vague de luttes ouvrières qui émergent dans les dernières années Soixante. Ce fait est l'utilisation différente du salaire (ou des mandats) que la femme réussit à imposer à l'intérieur de la famille où il n'y a pas de vieillards ou bien où les vieillards ne réussissent plus à soumettre les femmes à leur pouvoir. Les femmes des Italiens qui sont allés en Allemagne, et avec elles les femmes des ouvriers qui travaillent à Naples ou à Gela, prétendent toujours

plus à l'administration des mandats ou de la paye que le mari amène à la maison, ou alors à son argent personnel, investissent dans les enfants ce que les vieillards auraient économisé ou investi dans la terre. C'est pourquoi nous disons que le jeune prolétaire du Sud qui, pendant les années Soixante, va à la Fiat, a incorporé cet investissement et avec lui, la prétention à un niveau de vie plus élevé qu'on ne se paie pas "graduellement".

Parallèlement, nous ne voulons pas méconnaître la nouveauté de la rébellion dont chaque génération d'ouvriers ou d'étudiants est porteuse.

Mais une telle rébellion ne passe pas seulement et simplement par une confrontation directe des jeunes avec ce qui est hors de la maison, hors de la famille. Elle passe tout autant par des niveaux déterminés de désagrégation de la famille. En ce sens, nous devons continuer un discours nouveau (95) sur la famille. C'est-à-dire que nous devons être attentifs à l'érosion de l'autorité qui, dans la famille prolétaire même, se manifeste particulièrement dans les années Soixante, et mettre ce fait en relation avec la gestion du salaire des hommes de la part des femmes. Gestion qui, justement à partir de l'après-guerre, à travers l'intégration européenne et le processus d'ensemble de l'émigration sur lequel une telle intégration se fonde, et à travers le processus d'urbanisation mené dans chaque pays principalement par les femmes, a lieu de la part de couches prolétaires de femmes toujours plus larges. Une telle gestion, accompagnée de la possibilité d'un salaire directement féminin plus ou moins "clandestin", mais souvent unique soutien de la famille toute entière (travail à domicile, part-time, travail aux pièces, travail saisonnier, etc.) détermine un pouvoir plus grand pour la femme face à l'homme et, par conséquent, un rapport différent des enfants avec le père et avec la mère, un certain niveau de crise de l'autorité.

Sans doute, dans des pays comme l'Italie, pendant les années 40 et 50, des couches déterminées de femmes prolétaires ont commencé pour la première fois à gérer un salaire. L'émigration ne pourra pas atteindre ces femmes comme elle pourra toucher au contraire, pendant les mêmes années, les femmes de pays comme l'Algérie. C'est-à-dire que pour les unes, l'émigration catalysera des processus d'autonomie. Pour les autres, à court terme du moins, elle détériorera la situation. Au contraire, pour les pays à emploi féminin élevé, la désintégration de la famille et, partant, une plus grande insubordination des jeunes dans et hors de l'usine, sera plutôt le résultat des tensions que le travail de la femme à la maison et son travail au dehors provoquent (96). Dans un cas comme dans l'autre, de toute manière, la jeune classe ouvrière qui,

d'abord en Italie (Turin, place Statuto, 1962), puis au niveau européen, déterminera un cycle de lutte entièrement nouveau, est l'enfant du refus progressif, de la rébellion, des luttes des femmes prolétaires (97).

Nous l'avons dit: les années 60 ne feront qu'augmenter la rigueur anti-femme déjà présente dans le cœur des planificateurs européens dès le commencement de l'intégration. Ajoutons que les grandes luttes ouvrières rendirent plus déterminée une telle attitude.

En ce qui concerne l'Italie, rappelons, ou mieux, clarifions, étant donné que la gauche ne l'a jamais dit, que les expulsions à la suite des événements de 1962 furent des expulsions de femmes. Et que les expulsions ne sont pas encore finies. Dès alors et jusqu'à présent, nous n'avons atteint qu'un million de plus de "chômeuses" (98).

Pour l'Europe, reparcourons brièvement les pays déjà pris en considération.

L'Allemagne entamera, après 1960, un type de développement à investissement de capital élevé accompagné d'une rationalisation du processus productif.

Avec un tel développement, la situation du travail extérieur féminin empirera ultérieurement (99).

Les expulsions des femmes hors des usines étendront le "terrain vague" des travaux de type temps partiel, à la pièce, etc.. Qu'il suffise de dire que, de 1961 à 1971, les femmes qui travaillent à temps partiel augmenteront de 83 o/o, atteignant ainsi les 2,3 millions (100).

Les femmes émigrées seront employées ou comme non-qualifiées (60 o/o) ou comme semiqualifiées (1/3) (101).

En France, de 1962 à 1968, les pourcentages de femmes employées dans les nouveaux secteurs industriels considérés varient de la façon suivante: dans les constructions électriques, de 114.000 à 126.660 (+11,1); dans l'industrie chimique, de 104.500 à 119.440 (+14,2); dans l'industrie alimentaire, de 126.100 à 137.000 (+8,6); dans l'industrie mécanique, de 194.220 à 202.160 (+4). Il s'agit de toute manière de chiffres qui ne "féminisent" pas un secteur donné (102).

En 1970 encore, Christiane Gilles, au quatrième Congrès National de la CGT sur la main-d'oeuvre féminine, déclare: "Le second chiffre, celui de 33 o/o que j'ai évoqué est l'écart des salaires réels entre les hommes et les femmes... En 1945, les coefficients de l'ouvrière mécanicienne de l'habillement étaient égaux à ceux de P.1 et P.2 de la métallurgie. Ils sont aujourd'hui loin du compte. Les minima horaires étaient de 3,93 francs et 4,10 en mai dernier (103).

Quant aux *femmes émigrées*, en particulier les Algériennes, il faut tenir compte du fait que, autour de 1962-1963, des mesures de "politique monétaire" interdisent aux Algériens de quitter l'Algérie avec plus de 10 Fr., ce qui contraint une fois de plus à avoir des personnes (des hommes qui ont derrière eux des femmes) auxquelles se référer en France avant de partir.

Dès 1967, des restrictions ultérieures interdisent aux Algériens émigrés d'envoyer de l'argent français en Algérie. Par la suite, la situation des femmes en Algérie — celles qui reçoivent de l'argent des émigrés — empire, ne pouvant plus acquérir des biens d'une certaine consistance, biens qu'elles n'auraient pu monnayer qu'en francs.

Après la guerre de Libération, l'*émigration algérienne* change dans le sens où ce sont de petits noyaux familiaux qui émigrent, ainsi que des *femmes seules* qui n'acceptent ni la campagne, ni la ville où elles sont confinées dans une petite cuisine séparée des hommes, ce à quoi prétendaient les fauteurs du "socialisme islamique". Le plus souvent, il s'agit, pour le cas des femmes qui partent seules, de femmes non-prolétaires qui réussissent à débarquer en France avec un passeport-touriste ou pour des motifs d'étude. *En France, ne pouvant pas, à la différence des hommes, faire référence à la communauté algérienne* qui n'admet pas de femmes si elles ne sont pas sous la tutelle d'un homme, elles finissent, dans le meilleur des cas, comme servantes, et plus normalement comme prostituées. Les émigrées prolétaires algériennes, tunisiennes, marocaines, turques, yougoslaves, portugaises deviennent *servantes* ou *ouvrières de la mécanique aux places les plus déqualifiées*.

V. APRES 1968, LES ANNEES 70. LES FEMMES ENTAMENT LA NEGOCIATION SUR LA REPRODUCTION. QUAND LA COMMUNAUTE D'EMIGRES NE SE REPRODUIT PLUS.

A partir de 1968, comme nous le disions, l'*investissement* que les femmes de la zone européenne, zone du Sud de l'Italie comprise, ont placé dans leurs enfants, l'élévation de la qualité de vie des enfants ainsi que la poussée encore plus souterraine à élever la leur par tous les moyens se révèle justement dans le *potentiel de lutte que la classe exprime au niveau européen*.

Après ces luttes, il y a un arrêt du flux italien (104), et sur l'échelle de l'emploi des émigrés, on note un déplacement progressif vers le haut en ce qui concerne les Italiens. Depuis lors, c'est plutôt le flux du pourtour méditerranéen qui augmente et qui est des-

tiné aux emplois les plus déqualifiés: Turcs, Grecs, Algériens, Tunisiens, Marocains, Espagnols, Portugais, etc..

De toute manière, la graduation n'a jamais qualifié d'aucune manière l'histoire de classe. Mais même si nous sommes loin de vouloir forcer des conclusions triomphalistes, il n'y a personne qui ne voie comment l'afflux d'émigrés de ces dernières années a mieux garanti le *ghost of revolution*, comme on lit ouvertement sur le Financial Time (105), que la paix sociale.

On essaie alors, même si c'est de manière très limitée, de découvrir une couche de force de travail plus faible, plus soumise au chantage que l'émigré mâle, et peu importe son origine: *les femmes*. Mais c'est justement là le problème des années 70. Ce sont désormais les années pendant lesquelles le chemin des femmes est arrivé au tournant le plus découvert, il est arrivé à se constituer aussi en Europe, en plus des Etats-Unis, comme mouvement de masse, porteur des intérêts des femmes pour une autonomie de vie non plus payée ni au prix de la maison, ni au prix de l'usine. Si les hommes se sont toujours moins pliés à la discipline de l'usine, les femmes émigrées s'y plieront-elles plus? Là non plus, nous ne voulons pas ignorer la différence de pouvoir qui existe à l'intérieur de la classe et, de manière encore plus forte, à l'intérieur des couches de l'émigration. Mais, du fait de la ligne de conduite dont les femmes des zones les plus "développées" ou les moins "développées" sont protagonistes, comme nous l'avons vu, il ne nous semble pas que cette utilisation puisse constituer un plan européen de longue haleine. Parmi les images plus ou moins adéquates de "tigres en papier" ou d'"éléphants sauvages", l'image que le jeu capitaliste nous suggère dans ce cas-là est celle du "chat qui se mord la queue".

Quant au problème que les planificateurs européens affronteront, il semble que ce soit celui de la "quadrature du cercle".

En Allemagne, en France et en Italie (à la Fiat après 1969), on essaie ultérieurement de faire entrer des femmes, spécifiquement émigrées, pour remplacer des sections déterminées dans les couches d'émigrés qu'il n'était plus possible d'embrigader dans la discipline de l'usine.

Dans la Suède plus lointaine, à la Saab's Scania's de Sodertälje, qu'on ne peut comparer qu'à la Fiat de Cassino, nombreux sont les exemples de restructuration des tâches à la chaîne, restructuration qui vise à intégrer les ménagères même âgées, telle la restructuration "en étoile" (106). Mais en même temps, les femmes européennes se montrent toujours moins disposées à accepter le travail ménager (comme travail de reproduction gratuit) et à l'ajouter au travail de l'usine, et au contraire, toujours plus décidées à refuser

et à faire payer ce travail de reproduction. D'une part, comme nous avons essayé de mettre en évidence au cours de tout ce travail, le développement capitaliste est nécessairement basé sur des niveaux déterminés de reproduction qui doivent être garantis de manière continue et qui, jusqu'à présent, n'ont presque rien coûté à l'Etat. D'autre part, les femmes ont commencé l'attaque depuis longtemps, justement à partir de la reproduction.

S'il est donc vrai que l'Etat réussit encore, en ce moment, à tenir en respect à travers le travail de l'usine et de la maison les couches de femmes politiquement les plus faibles, il est vrai aussi que dès maintenant, il est obligé de répondre, dans toute la zone européenne que nous avons considérée, à leur prétention de retourner sur lui le coût de la reproduction. Qu'il suffise de citer, parmi les exemples les plus significatifs, la proposition en France, de la part de l'UNAF (Union Nationale Associations Familiales) d'un salaire pour le travail ménager égal à 50 o/o du SMIC (salaire ouvrier minimum), taxable et à considérer comme salaire à tous les effets (107). Proposition sur laquelle des représentants du gouvernement se sont déjà déclarés favorables. Qu'il suffise de penser à l'institution, en Italie, même si celle-ci ne se manifeste pas encore à un niveau national, de l'allocation mensuelle "homofamiliale" (108) de 50.000 liras pour rétribuer le travail ménager de la femme qui reprend à la maison, plutôt que de la laisser aux institutions, un conjoint handicapé. Qu'il suffise de penser, en Italie encore, au projet de loi en cours de discussion sur les augmentations des allocations familiales qui, si elles ne payent certes pas le travail ménager, constituent du moins un indice suffisamment remarquable du fait que la reproduction est désormais un terrain de contractation.

Avant de conclure, qu'on donne encore quelques précisions sur la Grande-Bretagne, pays que n'est entré dans l'intégration européenne que récemment et qui reste principalement lié à un circuit de capital américain. Ce qui explique certaines correspondances en ce qui concerne la politique de l'emploi féminin et la politique démographique. Nous avons déjà eu l'occasion de parler de sa tradition d'emploi élevé de main-d'oeuvre féminine. Dans les années 70, pendant que le gouvernement finance et sollicite des études approfondies sur la condition des femmes et sur leur niveau d'emploi, les commissions parlementaires et gouvernementales constituées à cette fin recommandent la souplesse maximum dans l'organisation du travail "de manière que les femmes puissent choisir entre plein temps et temps partiel"; ils recommandent "l'expansion rapide de jardins d'enfants et de crèches avec des horaires souples et réajustables aux horaires de la mère" (qui devrait aller travailler)

et de cantines qui fournissent "le repas aux enfants et aux adolescents dont la mère est au travail, même pendant les jours et les périodes de vacances scolaires" (c'est nous qui soulignons); ils recommandent enfin que "le Ministre de l'Instruction Publique ait des contacts réguliers avec les organisations de femmes" (c'est nous qui soulignons) et que, enfin, il se développe "une enquête adéquate sur l'entité et les conditions dans lesquelles s'est développé le travail à domicile" (qui, évidemment, n'est pas une plaie uniquement méditerranéenne) (109). Par ailleurs, il est impensable pour le gouvernement britannique, quels que soient les résultats des enquêtes des commissions gouvernementales, d'employer des femmes anglaises à la place d'Antillaises, ou d'Africaines, ou d'Indiennes, ou de Pakistanaïses dans les usines. Les femmes anglaises ont déjà démontré une remarquable résistance à accepter les places discriminées chaque fois qu'on a essayé de les leur attribuer. Il n'est pas pensable qu'elles acceptent maintenant tout tranquillement les places de secrétaire, de dactylographe, etc. auxquelles font allusion assez ouvertement les nouveaux discours (110) sur la nécessité d'un plus large emploi des femmes qui ont atteint un certain niveau de qualification. Même en Angleterre, même principalement dans ce pays, la lutte sur le coût de la reproduction, la lutte sur le salaire pour le travail ménager a commencé, et elle a déjà trouvé des moments d'organisation nationale à travers la campagne soutenue par les femmes anglaises pour les Family Allowances (111). Non seulement le gouvernement a dû abandonner le projet d'enlever aux femmes les Family Allowances (seul argent personnel qu'elles recevaient directement entre leurs mains), mais encore il a dû affronter la croissance d'un mouvement qui, avec ce premier niveau organisationnel, a ouvert de manière irréversible la lutte et la contractation sur la reproduction.

Par ailleurs, la communauté d'émigrées et d'émigrés a atteint des niveaux de subversion déjà trop élevés pour qu'il soit possible de penser à une utilisation d'émigrées contre émigrés.

En fait, le niveau de l'emploi salarié des femmes émigrées est très élevé, d'autant plus à l'intérieur d'un marché du travail divisé de manière rigide par sexe.

Le niveau de subversion de la classe ouvrière émigrée en Grande-Bretagne a été élevé par les nouvelles générations d'ouvriers, par les enfants, fils et filles, des émigrés noirs, particulièrement par les filles. Les jeunes femmes, tout comme les hommes qui sont nés ou qui ont grandi en Grande-Bretagne, sont totalement libres d'illusions quant à la possibilité de grimper dans la hiérarchie de la force de travail, illusions que leurs parents avaient nourries peut-être encore, vu qu'ils venaient de strates sociales dans lesquelles tout salaire était déjà une victoire.

Mais la *stabilité* d'un travail salarié a pourvu la deuxième génération de *pouvoir nouveau* pour rompre cette *stabilité*. Le comportement de ces jeunes à l'égard du travail salarié est le même que celui de la génération correspondante à un niveau international, rendu encore plus aigu par le racisme du marché du travail, qu'ils refusent toujours plus largement, et par une tradition de travail esclavagiste qui ne fait pas de distinction entre contremaître et "surintendant aux esclaves". Ce qui est spécifique aux femmes, c'est le refus des limites et des restrictions de la vie familiale que le *salairé des parents constitue et requiert*. Leur violence contre le travail d'école et le travail d'usine n'a pas atteint le niveau de celle des garçons; mais la violence qu'elles sont prêtes à affronter face aux mères et aux pères qui voudraient les clouer à la "respectabilité" et à la stabilité de la famille, violence qu'elles doivent souvent affronter seules dans l'isolement de la maison, devient de moins en moins angoissante pour elles. Mais, comme d'habitude quand il s'agit de femmes, étant donné que leurs luttes pour leur autonomie personnelle sont isolées et soutenues seulement par un cercle d'amis restreint, et qu'elles ne requièrent pas nécessairement un affrontement avec la police (ce rôle étant souvent assumé par leur père ou leur parrain), ces luttes restent cachées, et le Mouvement noir n'a pas manifesté ni dans ses objectifs ni dans son organisation qu'il avait confiance dans l'autonomie féministe. Pourtant, le résultat commence à se faire voir dans la conscience croissante des parents qui pensent défendre leurs propres intérêts à travers le soutien qu'ils donnent à leurs enfants dans les affrontements entre la police et la jeunesse noire, entre l'école et la jeunesse noire. Les jeunes hommes émergent en tant que protagonistes; la lutte des jeunes femmes reste cachée, mais elle est efficace. Souvent dans le passé, l'homme des Antilles, comprenant qu'il n'était pas en mesure de soutenir sa famille, fuyait en Grande-Bretagne, abandonnant femme et enfants. Mais il y a aussi des femmes qui sont parties très loin de chez elles pour trouver l'autonomie d'un salaire à elles, avec ou sans homme. Et quand elles ont réussi à s'installer, ce sont *elles* qui ont envoyé de l'argent pour faire venir leurs enfants. Dans cette situation, la crise de l'autorité n'a pas besoin de longs processus. Dans les années Septante en particulier, le gouvernement britannique, qui impose des *mesures limitatives à l'émigration* depuis longtemps, a promu l'exclusion de ces enfants, et par son *attaque à la natalité noire*, il a encouragé des initiatives autonomes (mais pourtant larges) de stérilisation de femmes noires provenant du milieu médical. *Cela correspond* aux choix faits par les *Etats-Unis* dès les *années Soixante* et aux moyens qu'on y a utilisés aussi bien par rapport aux Noirs à l'in-

térieur du pays que par rapport à ce qu'on appelle le Tiers-Monde. Quand l'émigration ne fonctionne plus, autant exporter le capital. Mais les jeunes femmes et les jeunes hommes du Tiers-Monde ne semblent pas disposés à le recevoir dans la tranquillité.

NOTES DES TRADUCTRICES

- P. 45 Le taux brut de natalité c'est le rapport Nombre de naissances vivantes en l'année x / Population moyenne en l'année x.
Le taux global de fécondité générale, c'est le rapport Nombre de naissances vivantes en l'année x / Nombre de femmes âgées de 15 à 49 ans en l'année x.
- P. 50 Réintégrer la natalité ouvrière: faire assez d'enfants pour reconstituer le nombre d'ouvriers nécessaire.
- P. 59 Centrifuges: qui font éclater la communauté.
- P. 61 Les femmes des pays "développés" ne fournissent plus assez d'enfants (futurs ouvriers), on va chercher les émigrés, sous-prolétaires du Sud, pour qu'ils deviennent ouvriers.
- P. 69 Par "structure du moment de reproduction organisé", il faut sans doute entendre que la reproduction est organisée par le capital: c'est lui qui nous impose le nombre d'enfants que nous faisons et les conditions dans lesquelles nous effectuons le travail ménager.

NOTES

- 1) Voir T. SADLER, *The Law of Population*, Londres 1830; T. DOUBLEDAY, *The True Law of Population*, Londres, 1853. Ces deux auteurs observèrent que l'augmentation de la population progresse en raison inverse de son bien-être et qu'une amélioration du niveau de vie aurait causé une diminution de la fécondité telle qu'elle pouvait éloigner le danger de surpopulation craint par Malthus.
- 2) En URSS, jusqu'en 1936, il n'y a aucune restriction à propos de l'avortement; de 1936 à 1955, l'avortement est sévèrement contrôlé. A partir de 1956, l'Etat concède de nouveau une certaine libéralisation. Les démocraties populaires, après une stimulation considérable à la croissance démographique pendant l'après-guerre, introduisent une série de mesures très permissives entre 1956 et 1958, mais elles les abolissent pendant les années 60: comme la Roumanie en 1966. Parallèlement, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Bulgarie tendent à pousser la croissance démographique, même à l'aide de stimulations matérielles, dont l'augmentation des allocations familiales, les services pour l'enfance, les permis spéciaux de grossesse pour les femmes salariées.
- 3) W.J. GOODE, *World Revolution and Family Patterns*, The Free Press, New York 1970.
- 4) Idem, p. 53.
- 5) L'Annuaire Statistique Italien, ISTAT, de 1943, fournit les indices de fécondité suivants: 139,2 pour la période 1920-1922; 110,2 pour la période 1930-1932; 104,8 pour la période 1935-1937; 106,0 pour la période 1939-1940. A noter que la période pendant laquelle l'indice de natalité remonte – mais seulement de 104,8 à 106,0 – coïncide avec la diffusion de stimulations économiques.
- 6) E.L. HOMZE, *Foreign Labour in Nazi Germany*, Princeton, U.P. 1967.
- 7) Le professeur Roland Pressat, célèbre démographe, professeur à l'Institut National d'Etudes Démographiques de Paris, auteur de l'oeuvre remarquable *Analyse démographique* montre, dans son *Population*, Penguin Books, Londres 1973, p. 96, par un graphique extrêmement évident, la chute du taux de natalité après 1964 en Hollande, en Italie, en Grande-Bretagne, au Luxembourg. De toute manière, à un niveau général parmi les démographes, il s'agit d'un fait assuré.
- 8) "Par ailleurs, le degré de diffusion du contraceptif le plus récent, du moins en Europe, n'a pas été tel qu'il puisse rendre compte de la réduction récente du taux de fertilité" (ibidem, p. 97).
Ajoutons que, dans les pays européens dominés par l'église catholique, aujourd'hui encore, c'est toute une affaire pour la plus grande partie des femmes que d'entrer en possession non pas des contraceptifs les plus récents, mais même des plus courants. A ce propos, l'histoire irlandaise a une nouvelle héroïne. Madame Mary Mc Gee, 28 ans, femme de pêcheur, déjà mère de quatre enfants et atteinte deux fois de thrombose cérébrale, avait été arrêtée l'année dernière à la douane par un fonctionnaire qui, fouillant dans le sac de cette dame, avait découvert un dispositif intra-utérin. Exaspérée, Madame Mc Gee se tourna vers la Haute Cour qui, en décembre 1973, a émis la première sentence libéralisante en la matière: "Il n'entre pas dans la compétence de l'Etat", a dit la Cour, "d'interférer dans des questions aussi intimes et délicates" (La Stampa, 22.3.73, p. 3).
- 9) Cf. encore R. PRESSAT, op. cit.
- 10) C'est là une des thèses principales développées par L. Fortunati dans *Les femmes contre la famille* qui analyse le rapport entre les femmes et le capital ces dernières trente années relativement à la situation italienne. Ce travail est en train de se faire. Alors que *La famille: vers la reconstruction* (dans Mariarosa Dalla Costa – L. Fortunati, *Brutto ciao*, Ed. delle Donne, Rome 1977) en anticipe quelques formulations relatives aux années de la guerre et de l'immédiat après-guerre.
- 11) B. KREMEN, *Lordstown: Searching for a better Way of Work*, in *New York Times*, 9 septembre 1973, Joseph Goodfreys, manager général de la Division Montage de la General Motors, déclare: "Oui, les ouvriers de nos établissements ont moins envie qu'autrefois de donner leur pleine mesure... Il y a beaucoup d'inquiétude dans l'air, et nous nous en apercevons sur la chaîne de montage – guerre, révolte des jeunes, drogue, race, inflation, dégénérescence morale. Le mariage n'est plus ce qu'il était autrefois. Nous nous en apercevons. Leurs esprits sont tournés vers autre chose".
- 12) Sur les politiques contradictoires que ce refus détermine à un niveau mondial, la conférence de Bucarest est significative.
- 13) R. GOBBI, *Operai e Resistenza*, Musolini, Turin 1973.
- 14) Idem, p. 3.
- 15) Idem, p. 3-4.
- 16) D. THOMSON, *Storia d'Europa*, Feltrinelli, Milan 1961, p. 852, fournit les faits suivants relatifs aux pertes de guerre: pour la France 500 000, pour le Commonwealth 445 000, pour l'Allemagne 2 250 000 (seulement sur les champs de bataille), pour la Russie 7 000 000 de morts officiels (mais il existe aussi d'autres chiffres) contre les 325 000 des Etats-Unis. Cf. aussi F. ROYS WILLIS, *Europe in the global age*, Dodd, Mead and Company, New York, N.Y., Toronto, p. 180; N.V. ROSANOVSKY, *Storia della Russia*, Garzanti, Milan 1968, p. 604; D.F. FLEMING, *Storia de la guerra fredda*, Feltrinelli, Milan 1964, p. 193.
- 17) R. GOBBI, op. cit. p.8. Pour une vision plus détaillée, voir S. B. CLOUGH, *Storia dell'economia italiana dal 1861 ad oggi*, Cappelli, Bologne 1965; R. ROMEO, *Breve storia della grande industria in Italia*, Universale Cappelli, Bologne 1972.
- 18) E. SULLEROT, *Histoire et sociologie du travail féminin*, Gonthier, 1968, p. 197.
- 19) R. GOBBI, op. cit., p. 11.
- 20) L. LANZARDO, *Classe operaia e partito comunista alla Fiat*, Turin 1971, p. 332.
- 21) Il s'agit d'un phénomène qui n'est presque jamais relevé par la littérature politique courante. On le retrouve au contraire ponctuellement souligné et précisé dès les premières oeuvres de la littérature féministe. Pour citer seulement quelques exemples: en France, E. SULLEROT, op. cit.; en Italie, AA.VV., *La coscienza di sfruttata*, Mazzotta, Milan 1972.
- 22) E. SULLEROT, op. cit., p. 188.
- 23) "Pour participer à la Résistance, l'homme s'enrôlait dans les forces armées et la femme le remplaçait dans les travaux agricoles et dans la gestion de la maison, et DE PLUS (c'est nous qui soulignons), elle participait à la guérilla et à l'approvisionnement du front" (tiré de "Aperçu sur les institutions de la RDVN, Hanoi", et de la *Nouvelle Revue Internationale*, No 6, cité dans Viet Nam. La famille dans le droit vietnamien, dans *Donne e Politica*, année IV No 19, octobre 1973, p. 30).
- 24) Tout ce que nous avons écrit dans la note précédente a été également vrai pour les femmes algériennes. En outre, c'est désormais chose connue que les bombes qui ont éclaté dans les bars et dans le stade, pendant la période du terrorisme, ont toutes été placées par des femmes. Mais les guerres de Libération dans le monde entier n'ont-elles pas toujours placé les femmes dans une position que les littératures des Résistances, des Libérations, etc. n'ont fait que mystifier? En revanche, que dire de l'exemple classique de la femme tondu, exposée à la risée de la population, alors que c'est justement la guerre qui conduit les femmes à la prostitution comme seul moyen de survivance? Disons aussi que la guerre est la fête du sadisme naïf et qu'elle met en lumière de manière moins mystifiée le rapport que les hommes ont avec les femmes. Les femmes, contraintes à garantir à un coût beaucoup plus élevé la reproduction, doivent aussi, et une fois de plus, se défendre des hommes: de l'"ennemi" qui les violente, du "partisan" qui les tond, du voisin qui les méprise parce qu'elles se prostituent.
- 25) Le cas des femmes vietnamiennes peut apparaître "le plus avancé". Mais le pouvoir politique dont elles ont disposé a toujours été très "sectoriel". Aujourd'hui encore, ce n'est pas par hasard que la femme vietnamienne qui veut avorter doit demander la permission à une commission chargée de statuer. Triste analogie avec les "situations européennes avancées".
- 26) E. SULLEROT, op. cit., p. 190.
- 27) L. LANZARDO, op. cit., p. 332.
- 28) Deux biographies de femmes résument la situation: D. MONTALDI, *Militanti politici di base*, Einaudi, Turin 1971 (biographie de "Margitt", et la dernière du volume, "Jeune fille").
- 29) Les campagnes simultanées de l'Année Sainte et de la sanctification de Sainte Marie Goretti et de Dominique Savio ne sont pas négligeables parmi les instruments utilisés pour une telle restauration.
- 30) E. SULLEROT, op. cit., p. 230.
- 31) R. PRESSAT, op. cit. Voir en outre G. MORTARA, *L'Italia nella rivoluzione demografica 1861-1961*, in "Annali di Statistica", année 94, série VIII, vol. 17, Rome 1965; M. LIVI BACCI, *Il declino della fecondità della popolazione italiana nell'ultimo secolo*, in "Statistica", année XXV, No 3.

- 32) Nous espérons pouvoir renvoyer au plus vite aux recherches dont l'attention se concentre actuellement sur ces thèmes.
- 33) Cf. M. LIVI BACCI, op. cit.
- 34) Cf. L. FORTUNATI, op. cit.
- 35) S.B. CLOUGH, op. cit., p. 370.
- 36) Ibidem, p. 378.
- 37) Ibidem, p. 388.
- 38) Cf. "Annuari Statistici Italiani", ISTAT. De toute manière, le fait que la science n'attribue aucune importance à la nocivité du travail ménager exige l'intégration logique d'une preuve statistique quelconque.
- 39) "Mange mieux celui qui est salarié ou destiné à le devenir", indépendamment de qui travaille le plus. Et, sous cet aspect, nous pensons que même l'urbanisation n'a pas changé beaucoup de choses.
- 40) Il est assez choquant de relever qu'à ce propos, les appareils électro-ménagers font partie des exportations les plus importantes de cette époque (cf. S.B. CLOUGH, op. cit., p. 407).
- 41) G. ROMITA, Dalla monarchia alla repubblica, ed. Nistri-Lischi, Pise 1954, p. 41.
- 42) Ibidem, p. 41.
- 43) Angelina Mauro, blessée pendant l'insurrection de Melissa, meurt après huit jours à l'hôpital de Crotone, le 9 novembre 1949.
- 44) Il ne s'agit pas seulement de "mœurs et coutumes". La chose était très souvent décrite carrément par écrit. Quelques exemples de contrats entre les propriétaires de la terre et ceux qui la travaillent comprenant des clauses sur le travail gratuit des femmes se trouvent aussi dans V. MAURO, Lotte dei contadini in Calabria, Sapere, Milan 1973. Par ailleurs, "Il Giorno" du 2 septembre 1973 rapporte — à travers une lettre au journal — que, dans l'assemblée des pêcheurs qui se tenait à ce moment-là à Trapani et à laquelle participaient aussi les femmes, quelqu'un cria: "C'est fini, le temps où les amateurs ne prenaient un pêcheur que si sa femme allait travailler chez lui comme servante gratis !".
- 45) Il s'agit d'un fait notoire. Aujourd'hui, les hommes du Nord qui sont restés à la campagne recourent toujours plus largement aux bons offices de quelque méridional, homme ou femme, qui fait du "trafic de mariages". Récupérant ainsi, par des échanges de photographies, dans les villages perdus de la Lucanie, de la Campanie, de la Sicile, ces femmes qui n'auraient pas réussi à partir seules. Mais ce ne sont pas tellement les paysans qui cherchent ces femmes. Ce sont aussi les ouvriers qui en sont encore à conquérir des journées de travail de huit heures.
- 46) M.L. BACCI, op. cit., p. 410. Voir aussi *ivi* table 3, pour ce qui concerne la proportion de femmes mariées par rapport aux femmes célibataires, et les tables 2, 1, 12 pour les taux de fécondité légitime, de fécondité générale, de fécondité illégitime.
- 47) G. MORTARA, op. cit., p. 6.
- 48) Ibidem, p. 6.
- 49) On pouvait rapprocher la France d'avant 1900 aux USA et à la Grande-Bretagne pour sa grande tradition d'emploi féminin, mais un tel emploi s'était déjà réduit au début du siècle. Et le recensement de 1962 enregistrera 6 585 000 femmes actives par rapport aux 7 694 000 de 1906.
- 50) Cf. *sopra* p. 46.
- 51) M.F. MOURIAUX, L'emploi en France depuis 1945, collection A. Colin, Paris 1972, p. 35.
- 52) "Cet accroissement de la population en France entre 1958 et 1965 est dû pour 52,4 o/o à un excédent de naissances sur les décès, et pour 47,6 o/o à l'immigration", in "Les Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes", No 94-98, septembre-décembre 1969, Paris, p. 19 de Les travailleurs immigrés parlent.
- 53) A côté de l' "allocation de salaire unique" s'effectue une complète restructuration du régime des allocations familiales. "Après la seconde guerre mondiale, une nouvelle organisation, la Commission Supérieure Consultative sur la Population et la Famille, fut établie par un décret, le 12.4.54." (The Population Council, Country Profiles, France, New York, N.Y. 1972, p. 8). Cette commission a également largement restructuré (p. 9-10) le système des allocations familiales en accord avec ce qui se passait dans tous les pays européens.

- 54) Du plan Mc Cloy de 1949 au plan Schumann de mai 1950, l'intégration économique européenne estime convenable "un projet politique... basé sur le salaire souple vers le bas, c'est-à-dire sur un élargissement de la stratification de la force de travail vers le bas, avec le maintien ou l'expansion de secteurs à forte intensité de travail. Ce projet impliquait l'immixtion massive dans la production d'usine de contingents de force de travail nouvelle et politiquement faible... la force de travail féminine s'adaptait seulement en partie à ce projet..." "... les femmes offraient de la résistance à la séqualification..." (FRANCA CIPRIANI, Proletariato del Maghreb e capitale europeo, *ivi*).
- 55) Actuellement, cette fonction est exigée des femmes algériennes, notamment par des "cours d'économie domestique" dispensés par des "assistantes sociales".
- 56) Au sujet de la tradition française en matière d'emploi, les femmes ne manquent pas qui ouvrent le discours de cette manière: "Par suite d'une natalité très faible, la nation recourt de manière très large à l'immigration" (M.F. MOURIAUX, op. cit., p. 29).
- 57) Les travailleurs immigrés parlent, op. cit., p. 20.
- 58) E. SULLEROT, op. cit., p. 230-231.
- 59) E. SULLEROT, op. cit., p. 231.
- 60) Une étape ultérieure dans cet effort a été marquée par l'approbation du Code de Famille de 1942.
- 61) Et plus spécifiquement, les Family Allowances furent données directement à la mère (et non incluses dans la paye du père comme en Italie), mariée ou célibataire, qui "dépensait certainement ces allocations pour ses enfants", garantissant ainsi cette amélioration qualitative de la force de travail que les travaillistes, de nouveau au pouvoir, souhaitaient et sollicitaient même par une politique complexe d'assistance sociale.
- 62) Par ailleurs, nous connaissons toute la série de raisons qui font perdre la pension, les allocations familiales, etc. qui ont rendu ces travaux essentiellement clandestins dans tous les pays. Pour cette raison, même dans le cas de la France, le circuit de leur marché est rarement mesurable par des sources statistiques, mais il est facile de faire une hypothèse quant à l'ampleur de ce marché plutôt immense, si l'on pense d'une part au pourcentage assez bas des femmes salariées, d'autre part au poids de discriminations que l'Etat, à partir de l'après-guerre, réussit encore à imposer à la poussée que les femmes exercent pour la conquête d'un revenu autonome.
- 63) De toute manière, il y a un afflux considérable dans le tertiaire. Il s'agit là aussi d'un fait européen. Pour la France, voir FRANÇOIS LANTIER, Le travail et la formation des femmes en Europe, La Documentation Française, vol. 4, oct. 1972, p. 44 et suivantes. En particulier, voir table XIII, p. 45.
- 64) F. LANTIER, op. cit., table XIII, p. 45; E. SULLEROT, op. cit., suivantes.
- 65) F. LANTIER, op. cit., p. 54.
- 66) Ibidem, p. 54.
- 67) Ibidem, p. 55.
- 68) Outre le cas spécifiquement sus-mentionné des femmes des "braccianti", et pour ce qui concerne la dimension beaucoup plus large que le travail à domicile a (en plus du travail saisonnier, à temps partiel, etc.) dans le Sud de l'Italie par rapport au Nord, voir *Il lavoro a domicilio in "Quaderni di Rassegna Sindacale"*, année XI, Nos 44-45, septembre-décembre 1973.
- 69) Cf. en général pour la femme arabe (mais les femmes du Maghreb n'ont pas à subir la clitoridectomie), YOUSSEF EL MASKRY, *Il dramma sessuale della donna araba*, Comunità 1964.
- 70) Selon le livre *Les Algériennes*, de l'Algérienne FADELA M'RABET (Maspero, Paris 1969), livre dont la vente et l'importation en Algérie ont été interdites, il se produit un pourcentage de suicides de femmes très élevé. Et rappelons-nous, quand on évalue ces pourcentages, que les femmes sont sous-déclarées à l'état-civil, que ce soit au moment de leur naissance ou de leur mort, que les tentatives de suicides ne sont pas comptées, que les suicides manqués ne sont pas comptés (par exemple se jeter par la fenêtre sans mourir sur le coup), et que des suicides sont simulés au contraire comme étant "des morts accidentelles". L'infanticide aussi a lieu de manière très diffuse (de la part des mères célibataires) qui, avec l'avortement tout aussi diffus (p. 169), contribue au seul moyen connu de contrôle des naissances.

- 71) Ce sont les parents qui décident quel jour et avec quelle personne la femme algérienne est contrainte à se marier. Et cela est aussi vrai pour l'infime minorité "cultivée" qui a atteint un niveau universitaire. Mais souvenons-nous que la règle est de retirer les filles de l'école - celles qui y vont - après la deuxième élémentaire. Aujourd'hui cette infime minorité qui, en plus du niveau universitaire, a accédé à quelque pilule contraceptive, a découvert une utilisation toute spécifique de la pilule et du mariage: puisqu'il n'y a pas moyen de résister à la première contrainte (le mariage), la femme se marie et, à l'aide des pilules, elle peut facilement feindre la stérilité, ce qui la mène à la répudiation-divorce en un laps de temps extrêmement rapide, issue désirée en un tel cas.
- 72) Mais pour la masse des femmes algériennes, l'utilisation du divorce de par leur propre initiative a très peu de possibilités de réussite, outre les conditions matérielles dans lesquelles elles vivent, du fait que beaucoup n'ont pas été déclarées à la naissance. En fait, la "civilisation" algérienne, si elle considère la femme précieuse en tant que bien, elle la considère tout autant inexistante en tant que personne.
- 73) Discours de Boumedienne aux étudiants volontaires pour le service civil, in Moudjahid du 22 juillet 1972.
- 74) Pour la situation hospitalière et les cas de lésions obstétriques, voir MINISTÈRE DE LA SANTE, Tableaux de l'économie algérienne, Alger 1970, p. 82-83.
- 75) Un morceau du texte ayant été ôté, cette note qui se trouvait dans cette partie a aussi été annulée.
- 76) Y. COURRIERE, La guerre d'Algérie, tome II, Le temps des léopards, Fayard, Paris 1969.
- 77) On peut estimer que la première vague va de 1935 à la deuxième guerre mondiale.
- 78) L. FORTUNATI, op. cit., explique comment, en ce qui concerne l'Italie, le passage de la famille paysanne patriarcale à la famille nucléaire urbaine est le produit non seulement de la désagrégation d'un certain type de famille de la part du capital, mais aussi de la part des femmes elles-mêmes.
- 79) E. SULLEROT, op. cit., p. 256.
- 80) Pour les données, confronter OCDE, Labor Force Statistics, Paris 1970, p. 96-97.
- 81) E. SULLEROT, op. cit., p. 256.
- 82) Cf. B. GROppo, Sviluppo economico e ciclo dell'emigrazione in Germania occidentale, *ivi*.
- 83) E. SULLEROT, op. cit., p. 256.
- 84) Voir à ce sujet Foreign Labor in Nazi Germany, *prec. cit.*
- 85) Pendant la guerre, on utilisa aussi le travail forcé des femmes arrivées de l'Est, en plus des femmes juives, bohémiennes et polonaises, comme on sait.
- 86) Cf. B. GROppo, op. cit.
- 87) Cf. B. GROppo, op. cit., table No 4.
- 88) A ce propos, on parle toujours de nouveauté dans un sens relatif. En creusant les fondations, on découvre toujours que chaque secteur industriel s'est basé sur un très large emploi de force de travail des femmes et des jeunes. Voir pour le cas italien STEFANO MERLI, Proletariato di fabbrica e capitalismo industriale. Il caso italiano: 1880-1900, La Nuova Italia, Florence 1973.
- 89) E. SULLEROT, op. cit., p. 259.
- 90) Cf. supra, note 9.
- 91) Nous faisons ici spécifiquement allusion au cas algérien, sur lequel nous reviendrons.
- 92) Cf. supra, note 53.
- 93) Cf. L. FORTUNATI, op. cit.
- 94) Non pas que cet "abandon" ne se produise pas aussi en Algérie, tant comme fugue de la campagne que comme fugue du toit conjugal. Mais ce sont des fugues désespérées où les femmes, à Alger, essaient de passer inaperçues comme servantes dans des maisons d'Européens. Et, régulièrement, selon la règle de la Ta'a, la police les ramène à la maison. Cf. YOUSSEF EL MARSY, op. cit., dernier chapitre.
- 95) Nous disons "poursuivre un discours nouveau" parce que ce discours a commencé à la fin des années Soixante (USA) et dans les premières années Septante (Europe), avec le Mouvement Féministe à un niveau international. Sociologues et politiciens, pendant des années, n'ont fait que jeter plus de trouble sur ce sujet; cf. en outre M. DALLA COSTA, Quartiere, Scuola e Fabbrica dal punto di vista della donna, in l'Offensiva, Musolini, Turin 1972, 1ère édition, 1974, 2ème édition.

- 96) M. DALLA COSTA, Quartiere, Scuola e Fabbrica dal punto di vista della donna, *prec. cit.*, p. 27.
- 97) M. DALLA COSTA, S. JAMES, Le pouvoir des femmes et la subversion sociale, Librairie Adversaires, Genève 1973, p. 53.
"Dans les usines, les jeunes refusent la direction des ouvriers plus âgés, dans les villes, ils sont le fer de lance des révoltes sociales. Dans les métropoles, les générations nées dans la famille nucléaire ont produit des mouvements étudiants et des mouvements de jeunes qui ont commencé à ébranler les fondements du pouvoir constitué. Dans le Tiers-Monde, les jeunes au chômage sont souvent dans la rue avant même que la classe ouvrière ne soit organisée en syndicats".
- 98) Du Bollettino mensile, ISTAT, mars 1972, à la date l'enquête, il ressort que les personnes au-delà de 13 ans n'appartenant pas à la force de travail atteignent 21 754 000: 16 168 000 femmes contre 5 586 000 hommes. Parmi les femmes, 10 701 000, c'est-à-dire le 49,1 o/o, sont ménagères. En 1970 plus spécifiquement, parmi les femmes qui ont un emploi, 22 o/o travaillent dans l'agriculture et presque toutes sont mariées et "non-jeunes". Parmi les autres, 45 o/o travaillent dans les services (mariées et non-mariées, jeunes et non-jeunes), et 33 o/o dans l'industrie. Voir aussi, pour comparer à la situation anglaise, M. PIA MAY, Il mercato del lavoro femminile, espulsione o occupazione nascosta femminile, in "Inchiesta", année III, No 9, janvier-mars 1973, p. 27-37.
- 99) Voir en général OCDE, Labor Force Statistics, Paris 1970.
- 100) Cf. B. GROppo, op. cit.
- 101) *Ibidem*.
- 102) F. LANTIER, op. cit., table XIII, p. 45. Plus en général, voir OCDE, Labor Force Statistics, Paris 1970.
- 103) M.F. MOURIAUX, op. cit., p. 150.
- 104) On peut considérer que le premier arrêt a lieu après 1962.
- 105) Europe Keeps revolution at bay, in "Financial Times", 28 février 1973: "Le spectre de la révolution, ce fantôme... se meut d'un endroit à l'autre, visitant même les Pays-Bas, mais le pays qu'il préfère, c'est l'Italie... Ce qui est important, c'est qu'il est assez apparent qu'un grand nombre de nos dirigeants dans l'industrie les syndicats et même le gouvernement, se rendent compte, certains consciemment, d'autres plus vaguement seulement, que la société occidentale est dans un état de fragilité plus grand qu'elle ne l'a jamais été depuis la guerre".
- 106) Nous faisons allusion à la structure du montage. Nous lisons sur le "Financial Times" du 12 mars 1973, Car Plants without mass disaffection, "Les assembleuses, toutes ménagères, et qui n'ont aucune expérience précédente de l'usine, travaillent par groupe de trois".
Cet exemple vaut ce qu'il vaut.
- 107) Les femmes au foyer, in "Le Nouvel Observateur", 4.10.73.
- 108) Précisons que cette allocation, instituée par l'administration provinciale dans certains centres de l'Emilie, est officiellement destinée au conjoint handicapé, pour lequel elle devrait jouer un rôle "thérapeutique" qui lui permettrait de ne pas se sentir un "poids" ou une "charge" pour la famille dans laquelle il rentre. Officiellement, on ignore le fait que cette "rentree" passe directement par une augmentation du travail ménager de la femme que ces 50 000 lires par mois sont bien loin de "rétribuer".
- 109) Voir à ce propos HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE, Sixth Report from expenditure committee, session 1972-73, The employment of women.
- 110) Il suffit de feuilleter le "Financial Times" et "Le Monde" de 1973.
- 111) Pour une brève histoire de la lutte sur les Family Allowances en Angleterre, voir SUZIE FLEMING, The Family Allowance under attack, Falling Wall Press, Bristol 1973; Hands off our Family Allowances, What we need is money, Crest Press, Londres 1973.
Pour ce qui est de la perspective dans laquelle une telle lutte s'insère - la lutte sur le salaire pour le travail ménager - et son rapport avec les luttes sur le logement et avec les luttes de femmes qui font les nettoyages de nuit, voir "Radical America", vol. 7, Nos 4 et 5, juillet-octobre 1973, Cambridge, Mass., de la p. 131 à la p. 192. Le numéro entier rapporte complexivement le débat autour du salaire pour le travail ménager en Italie, en Angleterre et aux Etats-Unis.